

#WETOGETHER
#METOO



CONSTRUIRE UN MOUVEMENT DE MASSE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Dossier

IL Y A 100 ANS, LES BOLCHEVIKS PRENAIENT LE POUVOIR Pages 6 et 7

ÉDITO

Macron et le Medef déroulent le tapis rouge au Pinochet égyptien
Page 2

PREMIER PLAN

Catalogne: «Il y a un danger de suspension de la démocratie partout dans l'État espagnol»
Page 3



ACTU POLITIQUE

Robin des bourges: Macron vole aux pauvres pour donner aux riches
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Au Loong Yu à l'occasion du 19^e congrès du Parti communiste chinois (PCC)
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Macron et le Medef déroulent le tapis rouge au Pinochet égyptien

Emmanuel Macron et son gouvernement ont choisi de dérouler le tapis rouge au maréchal-dictateur égyptien Abdelfattah al-Sissi. Le Pinochet du Caire a ainsi été accueilli en grande pompe par des autorités françaises désireuses de caresser dans le sens du poil celui qui est devenu, depuis le coup d'État qui l'a porté au pouvoir en 2013, l'un des principaux acheteurs d'armement français. Rafale, navires de guerre, porte-hélicoptères, satellites, roquettes, armes à feu : au cours des dernières années, ce sont pas moins de 10 milliards de contrats qui ont été passés avec l'Égypte de Sissi, sous couvert d'une « lutte contre le terrorisme » qui sert en réalité de paravent au pouvoir le plus autoritaire qu'ait connu l'Égypte moderne.

Les récits des militantEs égyptiens et les rapports des ONG témoignent du niveau de violence et d'oppression du régime Sissi : des dizaines de milliers d'inculpations, des milliers de civils jugés devant des tribunaux militaires, des centaines de condamnations à mort et de disparitions, un usage systématique de la torture, des dizaines d'arrestations de journalistes, l'interdiction de centaines de médias et sites internet, la multiplication des rafles contre les militantEs syndicaux et associatifs, contre les LGBTI... Pour Hussein Baoumi, d'Amnesty International, « l'Égypte connaît la pire crise de son histoire en matière de respect des droits humains ».

Un pays à la botte des militaires, mais aussi soumis aux politiques du FMI et à la rapacité des capitalistes en tout genre, qu'ils soient égyptiens ou internationaux. La France n'est pas en reste, qui est devenue en 2016 le sixième investisseur étranger en Égypte. On comprend pourquoi le Medef a lui aussi ouvert les bras à Sissi : alors que le pays, détruit par les politiques néolibérales, s'enfonçait dans la crise économique et sociale, avec une inflation galopante et une explosion de la pauvreté et des inégalités, les entreprises françaises veulent obtenir toujours davantage de marchés... et de retours sur investissement, garantis 100% dictature.

En accueillant Sissi et en consolidant leurs relations politiques, économiques et militaires avec le régime égyptien, Macron et ses amis du patronat français ne sont pas seulement complices de la dictature : ils font partie des criminels sur les mains desquels coule le sang du peuple égyptien.

À la Une

#METOO #WETOOTOGETHER

Construire un mouvement de masse contre les violences faites aux femmes

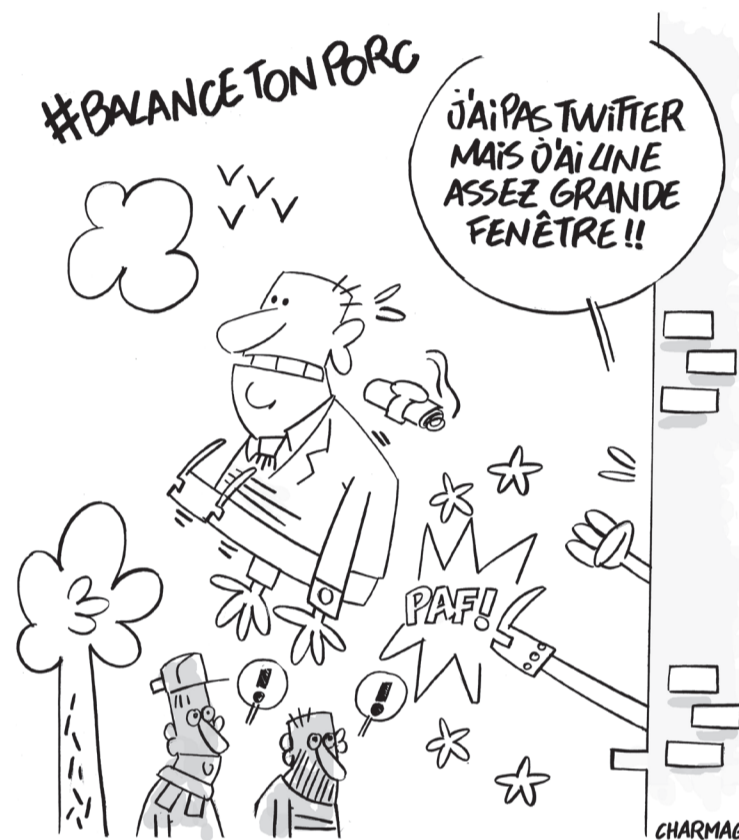
L'affaire Weinstein aura créé un véritable buzz médiatique qui en France est en train de se transformer pour devenir une initiative de rue et militante.

Nous en parlons la semaine dernière dans nos colonnes : les #BalanceTonPorc et #MeToo ont pris une ampleur importante sur les réseaux sociaux, permettant de faire prendre conscience du problème structurel des violences faites aux femmes et empêchant les hommes de fermer encore les yeux sur celles-ci.

De #Metoo à #Wetoogether

Cette visibilité, si elle ne pouvait être que bénéfique, manquait toutefois d'un caractère militant : comment passer d'une dénonciation individuelle à la construction d'une lutte collective ?

Cette transformation est en train de se faire, puisque des rassemblements sont appelés ou en train de l'être dans de nombreuses villes de France : Paris, Lyon, Montpellier, Nantes, Marseille. Si l'initiative est au départ individuelle, elle a rapidement trouvé un écho collectif et une dynamique militante est en train de se mettre en place : collage d'affiches, animation de la place de la République dimanche prochain. Sur le modèle de ce qui avait été fait par les militantes italiennes de Non Una Di Meno (« Pas une de moins »), le mot d'ordre est #Wetoogether : contraction de « nous aussi » et « nous ensemble ». À



moins d'un mois du 25 novembre, Journée internationale contre les violences faites aux femmes, il est possible et indispensable de construire un mouvement massif sur cette question qui a trouvé un écho à l'international ces dernières années (Argentine, Italie, Inde,...)

Des problèmes qu'il faut résoudre...

Si ces rassemblements sont très positifs et offrent enfin la possibilité de créer un mouvement qui sortirait des divisions du mouvement féministe, il nous faut pointer les

problèmes qui, s'ils persistent, pourraient empêcher la construction d'un mouvement qui soit massif. Le premier est le lien avec le mouvement féministe. Ce n'est pas un secret : ce mouvement est, en France, très divisé, avec d'un côté le mouvement féministe structuré issu des années 1970 et, de l'autre, des organisations radicales, et souvent l'impossibilité à agir ensemble (deux manifestations le 8 mars, par exemple). Mais cela n'en fait pas un mouvement inexistant, ni qu'il faudrait balayer d'un revers de la main. Ainsi le mouvement

issu des années 1970, s'il s'est trop institutionnalisé, a des liens forts avec le mouvement ouvrier, notamment syndical, et mène un travail essentiel dans l'accueil de victimes de violences. D'ailleurs, dans certaines villes, ce sont ces cadres déjà existants qui appellent au rassemblement, comme à Marseille où le rassemblement est appelé par le collectif 13 Droit des femmes.

Le deuxième problème, et pas des moindres, est le cloisonnement de l'organisation de ces rassemblements. Il est difficile de s'en emparer et de créer une dynamique réellement collective pour le moment, toutes les décisions sont prises par en haut avec des systèmes de référents pour à peu près toutes les questions. Pour construire un mouvement de masse qui soit collectif et durable, et non un mouvement ponctuel initié d'en haut, il faut absolument développer des structures d'auto-organisation : assemblées générales, collectifs de quartiers, etc.

Enfin, le dernier problème est l'idée de rassemblement « apaisé », qui n'est pas la même chose que ce qu'on appelle mouvement autonome : autonome des organisations du mouvement ouvrier certes, mais évidemment pas autonome de la lutte des classes...

Ces trois problèmes doivent être résolus, en permettant l'unité du mouvement féministe autour des rassemblements du 29 octobre, avec en perspective la manifestation du 25 novembre, en favorisant l'auto-organisation et, enfin, en faisant le lien entre oppression des femmes et lutte des classes. Ainsi, nous pourrions vraiment dire « nous toutes ensemble ».

Mimosa Effe

ORDONNANCES

Après le 19 octobre, changer de tactique

En ne regroupant à Paris et en régions que quelques dizaines de milliers de participantEs, la journée de mobilisation du 19 octobre initiée par la CGT et soutenue par Solidaires et des structures CFE-CGC, FO ou CFDT, a marqué un net recul par rapport aux journées précédentes.

Dans la perspective de la construction d'une mobilisation capable de mettre un coup d'arrêt au rouleau compresseur macronien, nous devons esquisser un bilan d'étape.

Des enjeux (encore) à faire saisir

Tout comme lors de la mobilisation contre la loi El Khomri, la première

difficulté vient du contenu des textes. Pour l'essentiel, la loi travail XXL, comme la loi travail de « gauche », s'attaque aux droits des représentations du personnel, aux outils de défense des salariéEs. Ce n'est que par contrecoup que celles/ceux-ci sont touchés et en partie dans des démarches plus individuelles que collectives (licenciement, prud'hommes). Dans le

même temps, ce droit du travail que nous défendons comme plus protecteur, n'est pas nécessairement perçu comme tel au regard des batailles le plus souvent perdues contre les fermetures de sites et plan de licenciements. La liste est longue, de Daewoo et Renault Villorbe à Goodyear en passant par New Fabris, Continental et PSA. De la même façon les attaques contre la santé et les conditions de travail se heurtent au déni, à l'inflexibilité et à l'arrogance patronale. Sur fond de chômage massif, ce que l'on nomme un peu abstraitement déstructuration du prolétariat a des effets sociaux dramatiques aux conséquences durables sur les espoirs dans les mobilisations.

En finir avec la mascarade du « dialogue social »

Mais l'attitude des directions syndicales a aussi largement contribué à semer le désarroi parmi les équipes militantes les plus déterminées et au-delà parmi la grande masse des travailleurEs. Du côté de FO et de la CFDT, malgré les manifestations de mécontentement en interne, Mailly et Berger acceptent complètement les dispositions rétrogrades en estimant que, grâce à leur pugnacité dans les batailles de couloirs de l'été, ils ont limité les dégâts, voire obtenu quelques avancées dans le renforcement du « dialogue social ». Du côté de la CGT, la multiplication des journées de manifestations espacées sans plan de construction de la mobilisation

BIEN DIT

« Il convient de rappeler – ce qui n'est jamais fait par l'exécutif – qu'une des raisons des problèmes de financement de la sécurité sociale est le manque à gagner provoqué par les exonérations patronales. En 2017, selon la commission des comptes de la sécurité sociale, les pertes de recettes de cotisations pour la Sécurité sociale liées aux allègements et exonérations de cotisations s'élevaient à 29,5 milliards d'euros. »

ROMARIC GODIN, journaliste économique, Mediapart, 24 octobre 2017.

Un monde à changer

LA FRAUDE GÉNÉRALISÉE, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME? Kobe Steel emploie 37 000 salariéEs. Créée en 1905, la firme fournit des pièces à des grandes entreprises sur les cinq continents. Elle vient de reconnaître avoir livré des marchandises n'ayant pas fait l'objet des contrôles de qualité prévus, les documents relatifs à ces contrôles ayant été falsifiés. Des portières de voiture Nissan, des pièces de Boeing ou de lanceurs de satellites Mitsubishi n'ont ainsi pas les caractéristiques attendues. En France, Renault et Valeo sont aussi clients de Kobe Steel. Plus de 500 entreprises ont reçu des éléments qui ne correspondaient aux spécifications commandées et étaient accompagnés de faux certificats. Mais la triche pourrait remonter à une dizaine d'années, voire un demi-siècle. Des phénomènes de « triche » ont été révélés ces derniers mois à propos de plusieurs entreprises japonaises : Takata a dissimulé des défauts de ses airbags, Mitsubishi Motors a menti sur la performance énergétique de ses véhicules et, plus récemment, Nissan a annoncé le rappel de tous ses véhicules produits et vendus au Japon entre octobre 2014 et septembre

2017 car les inspections réglementaires ont pu ne pas avoir lieu... Certains commentateurs veulent y voir une spécificité du Japon. Mais l'archipel est loin d'être le seul pays concerné par des présomptions d'informations erronées sur la production comme en témoignent, dans l'automobile, les enquêtes sur Volkswagen, Fiat-Chrysler ou encore Renault. C'est un nouveau stade de la fraude comme mode de gestion du capitalisme. Acrobaties comptables, fraude et évasion fiscales sont depuis longtemps déjà pratiquées par des banques, des multinationales et des riches particuliers. Les banques communiquent des informations erronées. Tout cela concerne des entreprises « respectables » avec des sièges visibles et flamboyants (par ailleurs, plus discrètement, l'imbrication entre systèmes mafieux et capital international est de plus en plus étroite). Comme l'écrit l'économiste Jean-Marie Harribey, « peut-être, un jour, les historiens diront que la période que nous traversons aujourd'hui aura vu le capitalisme tellement engoncé dans une crise multiforme et inextricable qu'il n'avait pas d'autre recours que d'instaurer la fraude en mode de gestion permanent de la société ».

CATALOGNE « Il y a un danger de suspension de la démocratie partout dans l'État espagnol »

Le gouvernement de Madrid a décidé de recourir à l'article 155. Que va-t-il se passer ?

Après la discussion et le vote du Sénat en fin de semaine, le gouvernement central devrait prendre en charge directement chaque ministère, et le délégué du gouvernement central prendre le contrôle de l'exécutif. Des dirigeants du PP ont menacé d'autres régions de mettre en place les mêmes mesures, en Euskadi, en Castille La Mancha où il y a un accord entre PSOE et Podemos, et même en Navarre où le Parlement a voté une déclaration contre la mise en place de l'article 155 en Catalogne ! Il y a donc un danger de suspension de la démocratie partout dans l'État.

Le gouvernement central veut également prendre le contrôle de TV3, la télévision catalane.

Comment réagit le gouvernement catalan ?

La plénière du Parlement catalan devait se dérouler jeudi mais cela sera peut-être reporté car Puigdemont va aller au Sénat de Madrid pour exprimer son point de vue... L'indépendance pourrait être proclamée, mais la pression monte de la part du patronat et de la presse, y compris catalane, pour que Puigdemont recule et appelle à des élections avant l'application de

Entretien. Notre camarade **Andreu Coll**, membre d'Anticapitalistas, revient sur les dernières évolutions de la situation en Catalogne (propos recueillis le 23 octobre).



Assemblée générale des salariéEs de TV3. DR

l'article 155, qui devrait être effective lundi 30. Une plainte aurait été rédigée contre lui, pour rébellion, lui faisant risquer 30 ans de prison... 1200 entreprises ont quitté la Catalogne. La presse, le patronat, la chambre de commerce mettent la pression sur la Generalitat.

Quelles sont les réactions à gauche ?

Dans le PS de Catalogne, plusieurs dirigeants ont démissionné, dénonçant le soutien du PS catalan au PSOE. D'autres menacent de la faire. Pablo Iglesias a envoyé une lettre aux membres de Podemos. Il

y a une forme de retour au Podemos du début, plus radical. Il indique que la crise de régime est une crise sociale, démocratique et territoriale, où il est clair que le PSOE ne peut être une alternative au gouvernement. Il dénonce la constitution d'un « bloc monarchique » constitué du PP, de Ciudadanos et du PSOE. Iglesias revendique un retour à l'état d'esprit des Indignés, du 15M et propose de lutter pour un référendum, dénonçant les menaces contre la démocratie dans l'État. Ce positionnement est aussi lié au fait qu'il est impossible de gagner les élections au niveau de

l'État sans avoir la majorité absolue en Catalogne et en Andalousie...

Quelles perspectives ?

La CUP fait pression pour que Puigdemont déclare l'indépendance, demande une campagne de désobéissance massive de la population, des fonctionnaires, de la police, mais cette politique risque d'être battue en brèche par le fait que l'État central va utiliser davantage les Mossos pour réprimer.

Une grève générale sera décidée pour la semaine prochaine. Les Comités de défense du référendum (CDR) se réunissent maintenant chaque semaine pour discuter d'actions militantes concrètes. Mais les débats sont difficiles, il y a une grande diversité politique et il n'est pas facile de construire une orientation alternative, plus combative, à celles de l'Assemblée nationale catalane (ANC) et d'Omnium. Il y a un réel potentiel mais cette structure ne se considère pas encore comme une direction pour le mouvement. Nos camarades poussent dans ce sens.

Propos recueillis par Antoine Larrache

Le chiffre

1,1 milliard

1,1 milliard de personnes (un septième de l'humanité) n'a pas d'existence officielle, faute de preuve d'identité. Elles vivent essentiellement en Afrique et en Asie, et près de deux tiers d'entre elles sont des enfants dont la naissance n'a pas été enregistrée. Privées de services de santé et d'éducation, les plus jeunes sont aussi victimes des pires violences : du travail forcé pour les garçons au mariage précoce pour les filles.



Agenda

Samedi 28 octobre, rassemblement «Justice pour Théo», Bobigny.

À 15h, tribunal de Bobigny, métro Bobigny-Pablo Picasso.

Dimanche 29 octobre, rassemblements #MeToo #WeToogether à Paris et dans de nombreuses autres villes.

À Paris, 15h, place de la République.

Mercredi 1^{er} novembre, «Autour d'octobre 1917», Paris.

De 14h à 19h, livres, débats et projections. Le Maltais rouge, 40, rue de Malte, 75011 Paris, métro République ou Oberkampf. Organisé par les éditions Syllepse.

Jeudi 9 novembre, réunion publique sur la révolution russe avec Olivier Besancenot, Besançon (Doubs).

À 19h30, salle Battant, 48, rue Battant.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« Il est évident que l'augmentation des agressions sexuelles et viols est directement liée à la hausse de l'immigration clandestine. »

NICOLAS BAY, vice-président du FN, LCI, 18 octobre 2017.

donne l'impression d'une volonté d'affichage d'une ligne radicale à la fois en interne et vis-à-vis de l'extérieur pour conserver dans le public et reconquérir dans le privé la place de première organisation syndicale. Mais surtout, toutes les confédérations, y compris la CGT, acceptent une nouvelle fois la logique du dialogue social en participant à de nouvelles rencontres avec Macron et en s'inscrivant dans le nouveau parcours de discussion sur la formation professionnelle, l'apprentissage et l'assurance chômage. Et la perspective de la réunion unitaire du 24 octobre n'avait pas spécialement de quoi inquiéter le pouvoir.

Donnons-nous les moyens...

Certes, le gouvernement affiche une sérénité peut-être un peu forcée en claironnant que la réforme du Code du travail, « c'est fait » avec la

publication des ordonnances et leur prochaine ratification par le Parlement. Dans de nombreux secteurs, des résistances se manifestent. Les manifestations du 10 octobre dans la fonction publique en sont une illustration. Dans la santé, chez General Electric, GM&S, dans la restauration et dans bien d'autres entreprises, les salariéEs résistent. Les succès certes partiels des chauffeurs routiers, les salariéEs des ports et docks, demain des raffineurs montrent que la mise en évidence des conséquences concrètes des ordonnances donne du contenu aux revendications, permet une mobilisation plus large que les seulEs militantEs.

Cela montre les conditions à remplir pour que la mobilisation puisse payer. À condition d'arrêter avec le « chacun sa journée », « chacun sa branche ». Comme, manifestement, le « touTEs ensemble » paraît

compliqué au niveau national, faisons que dans les villes, dans les régions, dans les branches où unité rime avec volonté de lutter, des initiatives soient discutées, prises pour construire une mobilisation capable de mettre un coup d'arrêt à la politique de régression sociale de ce gouvernement.

Robert Pelletier



CHARMAG

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FRANÇAFRIQUE**Financements occultes et guerre au peuple libyen: Sarkozy doit payer!**

Après six années d'enquête, Fabrice Arfi et Karl Laske, de Mediapart, sortent un livre édifiant, *Avec les compliments du Guide*, qui décrit « un système de compromissions étatiques et politiques probablement inédit sous la 5^e République et un nouvel épisode colonial de la France ».

Tous les éléments d'un excellent roman policier sont réunis, sauf qu'ici l'incroyable est une terrible réalité aujourd'hui soumise à l'instruction de la justice.

Dès 2005-2006, Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, noue des rapports étroits avec Kadhafi, dictateur riche, corrompu, en quête de normalisation internationale et prêt à tout pour avoir la reconnaissance et le soutien de la France. Y compris à financer la campagne présidentielle de Sarkozy avec de l'argent sale.

Le mensonge, l'argent sale et la corruption

Un document de décembre 2006, signé par M. Koussa, chef des services secrets extérieurs libyens, cite cet accord afin d'« appuyer la campagne électorale du candidat aux élections présidentielles Nicolas Sarkozy pour un montant de 50 millions d'euros ». Ce financement occulte, évidemment illégal, toujours nié par Sarkozy et sa clique, se réalise par le passage de valises bourrées d'argent sale, par Takkienine et Guéant, avec la complicité acquise grâce à de copieuses enveloppes de billets distribuées au clan sarkozyste et le silence coupable d'Éric Woerth, alors trésorier de campagne et actuel président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale (!).

Sarkozy, dans un premier temps, pense acheter le silence du dictateur et des siens, en lui offrant les honneurs auxquels il aspire. Fin 2007, avec l'argent des contribuables, il organise ainsi une réception à l'Élysée, grandiose, ridicule et aux relents furieusement coloniaux.

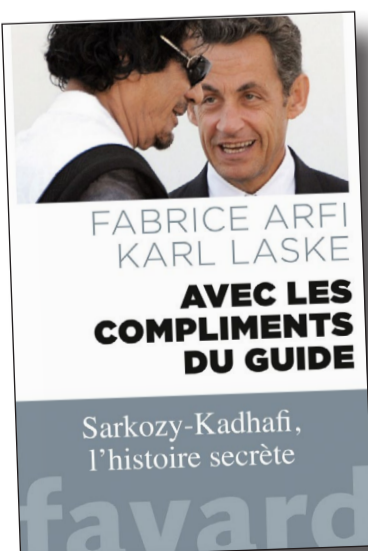
Les assassinats, la guerre, la Françafrique

En 2011, avec notamment les soulèvements dans le monde arabe, le vent tourne. Kadhafi, fragilisé en interne, appelle au secours celui dont il croit avoir acheté le soutien. En l'absence de réponse de Sarkozy, le dictateur menace de révéler « un grave secret ». Le peuple libyen menace quant à lui le pouvoir, et une chute de Kadhafi sous la pression populaire présente le risque que soit mise à nu la double forfaiture. La France, avec la Grande-Bretagne, arrache alors à l'ONU un mandat pour partir en guerre, sur la base d'informations sans preuve qui se révéleront fausses. Avec le soutien bruyant de la presse, de BHL, du PS et de Mélenchon ! Résultat : 1 million de réfugiés, un pays aux infrastructures, à l'économie, à la société détruites, mais surarmé grâce à la dispersion de l'arsenal immense de Kadhafi. Celui-ci ne parlera plus jamais : exécuté par la France, lynché par la population.

Cette guerre devait faire oublier la compromission, la haute trahison et aussi permettre de perpétuer la domination. Car la France n'a toujours pas quitté la Libye militairement. De plus, dans le cadre

de l'UE, elle « tient » l'État libyen par le financement scandaleux de camps de rétention où sont retenues durablement des populations en route vers l'Europe fuyant les guerres impériales, les dictatures, la misère !

Roseline Vachetta

**ROBIN DES BOURGES** **Macron vole aux pauvres pour donner aux riches**

En 1986, Chirac supprimait l'impôt sur les grandes fortunes (IGF). Une décision impopulaire qui allait contribuer à sa défaite en 1988. 30 ans plus tard, Macron, le président ni de gauche ni de droite, supprime à son tour l'impôt sur la fortune (ISF) et le remplace par un cache-sexe baptisé impôt sur la fortune immobilière (IFI).

La politique fiscale en faveur non pas simplement des riches mais surtout en faveur de ses amis millionnaires ne s'arrête pas là. C'est aussi la mise en place de la « flat tax » de 30 % sur les revenus de l'épargne, c'est également la baisse de l'impôt sur les sociétés, le maintien du CICE... Et dans le même temps c'est 15 milliards de moins dans les dépenses publiques, la baisse des APL, le gel des salaires des fonctionnaires, la destruction du Code du travail, l'augmentation de la CSG, le contrôle des chômeurs, la baisse des dotations aux communes... Même s'il affirme être le « président de tous les Français », Macron est bel et bien le président des millionnaires. Alors certes, Macron n'est pas le premier à multiplier les cadeaux aux plus riches. Ce fut le cas de Sarkozy avec, entre autres, le fameux « bouclier fiscal », mais aussi de Hollande avec notamment le plafonnement de l'ISF, qui permit par exemple à Liliane Bettencourt de ne pas payer cet impôt. Mais Macron va encore plus loin.

Encore plus riches

Bruno Le Maire l'a reconnu lui-même : avec sa réforme, le gouvernement va « rendre 400 millions d'euros aux 1 000 premiers contributeurs à l'ISF ». La suppression de l'ISF et son remplacement par

l'IFI, c'est un cadeau de 3,2 milliards d'euros au total. Depuis sa fondation, l'ISF est un impôt banal, exonérant l'essentiel du patrimoine des grandes fortunes. Avec la réforme de Macron, cette injustice va être renforcée, puisque les actifs mobiliers (actions, obligations, etc.) vont à leur tour sortir de l'assiette imposable. Or, il est bien connu que plus les ménages sont riches, plus la part de ces actifs est importante. Le ministre de l'Économie explique ainsi que, sous certaines conditions, un contribuable ayant 11 millions d'euros de patrimoine et qui aurait

dû payer 108 690 euros d'ISF pourra désormais être assujéti à un IFI de... 0 euro ! Même constat pour la « flat tax » de 30 %. Son impact sera dégressif, et donc beaucoup plus avantageux pour les millionnaires que pour les petits épargnants. Et ne vous avisez pas de critiquer, on risque de pointer votre « jalousie » à l'égard des « riches » !

Toujours plus pauvres

La France compte, selon la définition retenue, entre 5 et 8,9 millions de pauvres, avec une très forte progression depuis 2008, et 11 millions de chômeurs et

précaires. Face à cette situation, le gouvernement s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs en mettant en place des « réformes structurelles » comme celle de la loi travail XXL, qui produiront les mêmes effets : toujours plus de chômeurs et de précaires, explosion des inégalités et hausse de la pauvreté d'un côté ; toujours plus de profits pour les entreprises et de cadeaux fiscaux pour les plus riches de l'autre.

Une seule solution : le bordel généralisé !

Le mécontentement contre la politique menée par Macron ne cesse de gagner du terrain. Les journées de mobilisation et de grèves de septembre et octobre ont montré qu'il est possible de nous battre massivement contre ce gouvernement. Mais à cette étape, cela n'a pas été suffisant pour faire exister et développer un mouvement social puissant. C'est pourquoi, face à ce gouvernement et sa politique de destruction de nos conquêtes sociales, il est indispensable d'ancre la mobilisation et la grève partout, de faire converger les luttes de façon globale et unitaire, en réunissant organisations syndicales, associations et partis, pour la construction d'un mouvement d'ensemble contre la politique globale de ce gouvernement. Une première étape serait un appel à une même journée d'action de la part des intersyndicales interpro et fonction publique. Cela constituerait un rendez-vous essentiel à la construction d'un mouvement d'ensemble qui permettrait de gagner le retrait de la loi travail et des ordonnances, et de mettre un coup d'arrêt à ce gouvernement sur l'ensemble de sa politique qui ne favorise que les plus riches, les « premiers de cordée ».

Josephine Simphon

EXTRÊME DROITE**Activisme « d'ultra-droite » : errance plus que croisade**

Logan N., connu dans l'extrême droite marseillaise, préparait des attentats... Mais le traitement médiatique de l'affaire, sous l'angle sensationnel de la menace terroriste, est une mauvaise façon de l'appréhender.

Le terrorisme est d'abord une notion politiquement floue. Et en ces temps où les auteurs d'attentat prêtent plus allégeance à l'État islamique qu'au maréchal Pétain, vouloir coller à l'extrême droite une logique terroriste risque d'être inaudible. Ça lui donne l'occasion de hurler à la machination visant à « discréditer les patriotes lassés de l'invasion migratoire » ou d'appeler à la « dissolution des milices d'extrême gauche ultra-violentes ».

Les fachos n'ont pas besoin de stock d'explosifs pour pourrir nos vies

La violence n'est pas absente des conceptions politiques d'extrême droite. Les attentats en France ont plutôt été le fait de l'OAS et de ses



descendants, jusque dans les années 1970. Après, les velléités restent individuelles. Aucune structure ne théorise le recours aux attentats, sauf quelques micro-groupes affinitaires. Mais les passages à l'acte tuent et blessent dans les années 1980, surtout par des attentats visant des foyers d'immigrés ou des bars. Il y a toujours des furieux qui s'entraînent au paintball pour la guerre civile : restent le culte de la force et la fascination des armes, voire leur trafic, comme en témoigne le procès de Hermant, ancien responsable identitaire lillois. Mais depuis les années 1990, la France est globalement épargnée par les aventures meurtrières. Le poids du

FN joue un rôle dans la temporisation des pratiques extra-légales. Se focaliser sur une « menace terroriste d'extrême droite » masque le bruit de fond : tensions dans des quartiers et attaque d'initiatives de gauche, comme à Chambéry vendredi 20 octobre, agressions racistes et diffusion de la xénophobie... Les fachos n'ont pas besoin de stock d'explosifs pour pourrir nos vies !

Nomadisme de certains jeunes nationalistes

Aucune organisation n'est réductible au sympathisant perdu qui l'a côtoyée. Les trajets politiques individuels renseignent en revanche

sur le contour social et culturel du milieu. Cette affaire révèle le nomadisme de jeunes nationalistes dont la cohérence doctrinale est difficile à appréhender.

Le parcours confus de Logan N. est exemplaire. D'après *le Monde*, il côtoie les Jeunesses nationalistes en 2012. Pas étonnant : à cette époque, le turbulent Gabrillac est au sommet de son activisme « coup-de-poing ». Rien d'étonnant non plus à ce qu'il se rapproche, en 2015, de l'Action française (AF), vieille organisation sortie de sa léthargie depuis la mobilisation contre le mariage pour tous, ou qu'il croise le FN, qui focalise toutes les sympathies lorsque ses scores s'annoncent élevés. Mais l'AF est une école de formation de cadres, et les jeunes fougues attirés par ces « gentlemen violents » qui ne rentrent pas dans le moule iront voir ailleurs. Jouer au 6 février 1934 en pleines « manifs pour tous », oui ; se réver en Breivik, non.

L'AF se défend de tout amalgame l'assimilant aux projets de Logan N. : elle connaît les risques de dissolution. Sa section de Provence a focalisé l'attention avec sa récente réunion de rue devant son local marseillais, dont Mélenchon a demandé la fermeture. On cherche encore qui compose sa « communauté », en dehors de jeunes casqués, pressés d'allumer des fumigènes et de jeter des canettes sur les contre-manifestants. À nous de pousser pour virer de nos rues l'Action française et les autres. Une fermeture administrative n'aura pas la force d'une mobilisation populaire. C'est l'enjeu des cadres unitaires à constituer, dans les villes gangrenées comme ailleurs.

Commission nationale antifasciste

Le niveau de la répression, combiné à un couvre-feu non déclaré, a rendu difficile la poursuite des mobilisations. Il faut se rappeler qu'al Hoceima a dû faire face à l'équivalent de toutes les compagnies de CRS et de gendarmerie disponibles en France!

Rupture politique

Cette situation a entraîné un double processus : une rupture politique de masse dans la région du Rif, soumise à une punition collective, avec les institutions du pouvoir, et un déplacement du conflit sur le terrain de la libération des prisonniers du mouvement. Le hirak a atteint ses limites objectives, il ne pouvait à lui seul changer le rapport de forces global. Les initiatives centrales se sont faites rares : la dernière, le 8 octobre, à l'appel des organisations de jeunesse de la gauche, a pu rassembler à Casablanca, dans une atmosphère combative, des milliers de personnes, même si on peut regretter l'absence d'une convergence plus large vers différents secteurs en lutte. Reste que le hirak rifain n'est pas défait, même si il est devenu très difficile d'élaborer des formes de lutte capables de contrer la stratégie répressive du pouvoir. Des appels ont lieu pour célébrer dans la rue la date anniversaire de lancement de la mobilisation, alors que le procès du noyau dur de la direction de lutte est en cours et que la santé des grévistes de la faim s'est fortement dégradée. De fait, aujourd'hui, les initiatives de luttes sont portées ou liées au comité des familles des détenus politiques.

La monarchie se protège

La stratégie répressive du pouvoir présente des limites sérieuses et n'enraye pas la crise politique. Lors de l'ouverture de la session parlementaire le 13 octobre, le roi est

MAROC Un an après, la crise se poursuit dans le Rif

Le 28 octobre, le hirak (« mouvement ») rifain aura un an d'existence. Le bilan est lourd : plus de 1000 interpellations, près de 500 personnes poursuivies ou en détention, trois morts, des dizaines de grévistes de la faim dont certains sont dans un état critique.



revenu sur le constat de la faillite du modèle de développement, liée à la nature de la classe politique incapable de servir l'intérêt général. Il appelle à un « séisme politique » pour sortir de cette situation et répondre aux besoins des citoyens. Cette charge de l'État par son principal chef ne fait pas que consacrer une forme de bonapartisme, visant à déresponsabiliser la monarchie, qui exige des autres « reddition des comptes » et « transparence », mais pas pour elle-même. Elle traduit aussi deux objectifs : les questions sociales ne sont pas des questions politiques mais un problème de gestion technique, de compétences et de dysfonctionnement administratif. La monarchie, en constatant la faillite des médiations

politiques, est en train de se protéger par un écran de fumée alors que les urgences sociales allument des brasiers partout et questionnent les politiques globales. Elle répond aux contestations par un appareil sécuritaire qui se substitue à une façade démocratique incapable de canaliser les révoltes d'en bas.

Développement des luttes locales

Et la seconde limite est là : les mobilisations sociales se développent. À Zagora, dans le sud, sous des formes proches de l'expérience rifaine, la population manifeste, en particulier les femmes, contre l'absence d'approvisionnement en eau potable dans une région où les terrains de golf et l'agro-bizness

compent en grande quantité les réserves disponibles, alors que les factures, elles, continuent de tomber ! Ce « hirak de la soif » a été réprimé fortement. Dans de nombreuses villes, quartiers populaires, les luttes locales se développent autour des questions de santé publique, des problèmes de pollution, d'emplois et de licenciements, avec parfois un aspect national comme pour les médecins en formation. Ces luttes, bien que déconnectées entre elles, traduisent une prise de conscience grandissante de la nécessité de compter sur ses propres forces. La crainte du pouvoir d'une explosion sociale générale est réelle. Ce qui l'amène a fortiori à prendre le Rif comme un exemple dissuasif en montrant le prix à payer. Dans cette conjoncture, la question d'une solidarité internationale concrète prend une signification politique décisive. La lutte pour la libération des prisonniers politiques devient une ligne de front à part entière où se jouent les capacités de restructuration politique et sécuritaire du pouvoir et sa stratégie d'endigement des mobilisations. Une victoire sur ce terrain serait une défaite politique majeure pour le pouvoir et un point d'inflexion dans la construction d'un rapport de forces.

Chawqui Lotfi

SYRIE-IRAK Kirkouk et Raqqa : deux politiques kurdes inconciliables

État-nation kurde ou confédéralisme démocratique ? Il ne s'agit plus d'un débat abstrait, mais tout à fait concret quand les puissances impérialistes alliées des Kurdes ramènent à l'âge de pierre des villes entières comme Mossoul et Raqqa, et quand les États régionaux renforcent leur domination sur les peuples et les minorités...

Les commandants des peshmergas de l'UPK et du PDK à Kirkouk s'accusent mutuellement de lâcheté face à la récente offensive de l'armée irakienne et des milices chiïtes du Hachd al-Chaabi, appuyées par l'Iran.

Kirkouk sous la botte de Bagdad et de Téhéran

Peu importe qui est responsable : les faits sont là. Envoyés sur place pour sécuriser les bâtiments officiels du gouvernorat, ils les ont livrés sans combat. Tout comme ils ont abandonné les populations civiles des quartiers kurdes de la ville, dorénavant soumises à la férule de leurs oppresseurs de l'État d'Irak et des milices alliées de l'Iran. Des rumeurs contradictoires circulent au Kurdistan du Sud sur les accords secrets que l'UPK et le PDK auraient passés avec Bagdad pour se répartir la manne pétrolière et sécuriser leurs bastions respectifs d'Erbil et de Souleymanié en échange de leur « trahison » des Kurdes de Kirkouk et des populations yézidiennes de Shengal et kurdes de Makhmouk, désormais sous la menace d'une invasion militaire du régime fasciste AKP-MHP d'Ankara. Les rivalités entre les féodalités kurdes ont montré une fois encore leur nocivité. La tentative d'installation d'un État-nation kurde « croupion » par Barzani dans le nord de l'Irak a ouvert la boîte de Pandore de l'explosif empilement des oppressions nationales où les minorités turkmène, yézidie et arabe ne veulent en aucun cas troquer la domination de Bagdad pour celle d'Erbil. Cemil Bayik, dirigeant historique du PKK et coprésident de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), l'énonce sans détour : « Nous ne nous tiendrons au côté ni du gouvernement du Kurdistan du Sud ni de celui de l'Irak qui mènent des politiques nationalistes et confessionnelles. [...] Nous continuerons à suivre notre voie indépendante, démocratique et libertaire pour préserver notre peuple de ce conflit. »

Raqqa libérée de Daesh, mais après ?

Le même KCK salue en ces termes la libération de Raqqa : « Nous sommes convaincus que la libération de Raqqa débutera une nouvelle période en Syrie [...] la création d'une Syrie démocratique [...] où les Arabes, les Kurdes, les Syriens, les Tchétchènes, les Druzes et Turkmènes viv[ro]nt ensemble côte à côte avec leur propre identité et culture, [qui] sera un modèle pour tout le Moyen-Orient. »

Nous ne doutons guère de la sincérité du KCK, ni du fait que les Forces démocratiques syriennes (FDS), après 134 jours d'une guerre populaire menée rue par rue, maison par maison, entendent tenir leurs promesses, comme elles l'ont fait après les batailles de Kobané et de Mambij. Elles ont annoncé qu'elles remettraient le pouvoir à un conseil civil composé de toutes les communautés, où les Arabes seront les plus nombreux, et paritaire femmes-hommes, garantissant les droits culturels, politiques et sociaux de touTEs. Mais leur marge de manœuvre est étroite face à leurs alliés de la coalition impérialiste qui a mené « sa » guerre aérienne de bombardements dits « ciblés », faisant des milliers de victimes civiles, et dont une représentante, Florence Parly, ministre des Armées, vient de déclarer : « S'il y a des djihadistes [français] qui périssent à Raqqa, c'est tant mieux. » Voilà toute la différence de « civilisation » entre la loi du talion de la barbarie impérialiste et le respect des conventions de Genève auquel les FDS se sont engagées pour les prisonniers de Daesh, sans parler de l'abolition de la peine de mort que prône la charte du Rojava. Pierre Granet



Kurdistan d'Irak. DR

SYRIE À Raqqa, Idlib et ailleurs, la souffrance continue

Selon l'Observatoire syrien des droits humains (OSDH), plus de 3 000 civils et militaires sont morts durant le seul mois de septembre, le plus meurtrier de l'année.

La guerre continue et les souffrances ne diminuent pas sur le terrain. Les aviations russe et syrienne ont intensifié leurs bombardements depuis le mois de septembre en soutien aux campagnes militaires des troupes pro-gouvernementales dans plusieurs régions : Deraa, Deir ez-Zor, Hama, Homs, la Ghouta orientale, Idlib. Les États-Unis ne sont pas en reste, particulièrement dans la campagne de Raqqa.



Raqqa © Amnesty International

Raqqa, l'EI dehors, mais...

L'EI a été expulsé de la ville de Raqqa par les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance de combattants (Kurdes, Arabes, Syriens) dominée par les YPG, branche armée du PYD, avec le soutien de l'aviation de la coalition internationale. Cette défaite est certainement une bonne nouvelle, mais le coût humain, comme à Mossoul il y a quelques mois, est terrible. La ville est à plus de 80 % détruite et/ou inhabitable et les infrastructures de base sont désormais quasi inexistantes, sans parler des graves pénuries de nourriture, médicaments, électricité, eau potable et produits de première nécessité. Il faut aussi souligner une méfiance

parmi certains secteurs de la population locale arabe contre les FDS. En quatre mois, les combats ont causé la mort de plus de 1500 civils. On estime que 270 000 personnes ont été déplacées : elles ne pourront pas revenir tant que la ville n'aura pas été débarrassée des mines et explosifs disséminés par l'EI. Avec la perte de Raqqa, l'EI ne contrôle désormais plus que 10 % du territoire syrien – contre 33 % en début d'année –, dont plus de la moitié de la province de Deir ez-Zor, voisine de celle de Raqqa. L'EI est d'ailleurs la cible de deux offensives distinctes à Deir ez-Zor : l'une menée par les troupes du régime et ses alliés, soutenus par la Russie, l'autre par les FDS soutenues

par les États-Unis. Cette double offensive n'a pas empêché l'EI de multiplier les attaques-suicides et attentats aux voitures piégées dans différentes régions dans le pays.

Idlib et Afrin dans le viseur d'Ankara

L'armée turque s'est déployée dans la province d'Idlib, dans le nord de la Syrie, en y installant des postes d'observation dans le cadre d'une mission de contrôle des troupes des FDS, alors qu'initialement il s'agissait plutôt de déloger Tahrir al-Cham, une alliance militaire dominée par les djihadistes de Jabhat al-Nusra. Ce déploiement militaire turc avec des groupes de l'opposition armée syrienne

entraîné dans le cadre des accords dit de « désescalade » conclu avec l'Iran et la Russie. Ce nouveau déploiement à la frontière devrait permettre d'isoler la ville d'Afrin contrôlée par les FDS. Le quotidien progouvernemental *Yeni Safak* n'a d'ailleurs pas hésité à titrer en une de son édition à cette période : « Aujourd'hui Idlib, demain Afrin ».

Des résistances populaires néanmoins...

Cette guerre sans fin contre le peuple syrien n'empêche pas la survivance d'actions de résistance populaire. Le 14 octobre dernier, des manifestations significatives ont eu lieu dans les provinces d'Idlib, Homs, la Ghouta orientale et plusieurs autres villes pour la « journée de rage », malgré les bombardements du régime et de la Russie et la menace de groupes fondamentalistes islamiques souvent opposés à ces mobilisations et n'hésitant pas à réprimer activistes et autres secteurs de la société civile. Quelques jours plus tôt, le 11 octobre, une grève de nombreux commerçants et travailleurs avait été déclarée dans la ville d'Idlib contre les autorités de l'alliance djihadiste de Tahrir al-Cham, demandant leur démission et que leurs forces de sécurité retirent les masques et les cagoules qui dissimulent leur identité. À la prison centrale de Homs, 500 prisonniers politiques se sont mis en grève de la faim à la mi-octobre pour exiger une action internationale pour leur libération alors qu'ils sont sous la menace d'une répression majeure d'un régime toujours aux abois. Joseph Daher

LA PRISE DU POUVOIR EN OCTOBRE

Loin d'être une opération conspirative, la prise du pouvoir en octobre est un rebondissement de la crise révolutionnaire commencée en février. Elle est publiquement débattue pendant plusieurs semaines à partir de la fin du mois d'août, car elle apparaît à des millions d'ouvriers, de paysans, de soldats comme la seule manière d'obtenir enfin ce pour quoi ils se sont mis en révolution.

Les soldats veulent en finir avec la guerre, désertent avec armes et bagages par dizaines de milliers. Les paysans, excédés par le refus du gouvernement provisoire de tenir ses promesses, partent en masse à l'assaut des domaines seigneuriaux. En septembre et octobre, près d'un millier de demeures seigneuriales sont ainsi mises à sac et brûlées, les terres redistribuées.

Débat public

Dans les usines, le contrôle sans pouvoir montre ses limites, les menaces de fermeture de nombreuses grandes entreprises se multiplient. Que contrôler lorsque les directions s'en vont ? Pour toutes ces raisons, les discussions dans les soviets, les comités d'usine, de soldats, de gardes rouges, de milices, reviennent toujours à la question du pouvoir d'État, du pouvoir « aux soviets ».

Le débat au sein du parti bolchevik est public. Lénine, convaincu que seul le prolétariat peut dénouer la crise, multiplie les messages depuis son exil. Comme les bolcheviks sont majoritaires dans le prolétariat, il pense que c'est à eux que doit revenir le pouvoir, pour peu qu'ils le prennent. D'autres dirigeants, dont Zinoviev et Kamenev, sont hostiles à l'insurrection car ils pensent que le parti sera majoritaire dans toutes les élections à venir. Ils publient un article contre l'insurrection dans le journal de Gorki. D'autres débats existent : faut-il prendre le pouvoir avant l'ouverture du deuxième congrès des soviets prévue le 25 octobre ? Quelles sont les places respectives du parti et des soviets ?

Le gouvernement provisoire sera incapable d'empêcher la prise du pouvoir. Il n'existe en fait déjà plus et personne ne veut mourir pour lui. Toutes ses décisions accélèrent sa chute. La menace d'un envoi au front déclenche une mutinerie générale, les soldats et marins se placent sous les ordres du Comité militaire révolutionnaire du soviét de Petrograd. Le pouvoir essaye d'interdire la publication de la presse bolchevik ? Une escorte impose la réouverture et la parution. Il organise le sabotage du téléphone ? Il est rétabli.

« Les bolcheviks assumèrent le pouvoir parce que, dans la sélection naturelle qui s'était faite entre les partis révolutionnaires, ils se montrèrent les plus aptes à exprimer de façon cohérente, clairvoyante et volontaire, les aspirations des masses actives. Ils gardèrent le pouvoir, ils vainquirent dans la guerre civile parce que les masses populaires les soutinrent finalement, en dépit de bien des hésitations et des conflits, de la Baltique au Pacifique. »

Victor Serge, « Trente Ans après la Révolution russe », 1947

Plus un ordre à Petrograd n'est exécuté sans décision du Comité militaire révolutionnaire, qui proclame le 21 octobre son autorité sur toute la garnison, puis le 23 octobre sur la forteresse Pierre-et-Paul. Un canot avec 40 hommes réquisitionne la banque d'État sans un coup de feu. Les gares, ponts, téléphone, postes sont pris sans affrontement. La relève se fait partout « sur ordre du soviét ». La ville est aux mains des insurgés le 24 octobre. L'événement passe inaperçu aux yeux de l'immense majorité des habitants, les restaurants et l'opéra sont ouverts, les transports circulent, il n'y a aucune manifestation particulière dans les quartiers ouvriers.

La révolution continue

Les quelques milliers d'hommes qui investissent le Palais d'hiver, siège de ce qui reste du gouvernement provisoire, en entrant par une porte non gardée, ne se voient opposer aucune résistance¹. Il reste moins de 300 soldats, essentiellement des élèves officiers, les autres ont rejoint leur casernement ou tout simplement sont partis manger et se laver. La prise du Palais d'hiver a détruit... une fenêtre et une corniche. « À l'insurrection ont participé 1600 gardes rouges, 706 marins de Kronstadt, 47 unités militaires, 12 comités d'usine, 5 comités de quartier, une vingtaine de comités divers, des groupes anarchistes, une minorité de syndicats. »² C'est bien la révolution qui continue et le soir même, à 22 h 40, le congrès des soviets commence ses travaux. Lénine y fait la déclaration suivante :

« Camarades, la révolution des ouvriers et des paysans, dont les bolcheviks n'ont cessé de montrer la nécessité, est réalisée.

Que signifie cette révolution ouvrière et paysanne ? Avant tout, le sens de cette révolution, c'est que nous aurons un gouvernement des soviets, notre pouvoir à nous, sans la moindre participation de la bourgeoisie. Les masses opprimées créeront elles-mêmes le pouvoir. Le vieil appareil d'État sera radicalement détruit et il sera créé un nouvel appareil de direction dans la personne des organisations des soviets. Une nouvelle étape s'ouvre dans l'histoire de la Russie, et cette troisième révolution russe doit en fin de compte mener à la victoire du socialisme.

Une des tâches à notre ordre du jour est la nécessité de mettre immédiatement fin à la guerre. Mais pour mettre fin à cette guerre, étroitement liée au régime capitaliste existant, il est clair pour tous qu'il faut vaincre le capital lui-même. [...]

À l'intérieur de la Russie, une énorme partie de la paysannerie a dit : c'est assez jouer avec les capitalistes, nous marchons avec les ouvriers. Nous gagnerons la confiance des paysans seulement par le décret qui abolira la propriété des propriétaires fonciers. Les paysans comprendront que le salut de la paysannerie ne se trouve que dans l'alliance avec les ouvriers. Nous établirons un véritable contrôle ouvrier sur la production.

Nous avons appris à travailler en parfaite intelligence. La révolution qui vient de se faire en témoigne. Nous possédons la force d'une organisation de masse qui triomphera de tout et qui conduira le prolétariat à une révolution mondiale.

Nous devons aujourd'hui nous consacrer en Russie à l'édification d'un État prolétarien socialiste. Vive la révolution socialiste mondiale ! »

À Moscou, le pouvoir restera en suspens 10 jours durant, avec une sanglante guerre de rues contre les cadets et les étudiants, avec au moins 500 morts du côté des révolutionnaires.

Patrick Le Moal

1 - L'attaque du film *Octobre* d'Eisenstein est imaginaire.

2 - Marc Ferro, « Révolution russe. Le Comité militaire déclare échu le gouvernement provisoire », www.alencontre.org.

« Rien ne peut faire que ce qui, en dix jours, a ébranlé le monde soit à jamais effacé. La promesse d'humanité, d'universalité, d'émancipation qui s'est fait jour, au lendemain du premier grand désastre du siècle, dans le feu éphémère de l'événement, est "trop mêlée aux intérêts de l'humanité" pour qu'elle puisse s'oublier. [...] Responsables d'un héritage que le conformisme menace, nous avons la charge de susciter les circonstances où elle pourra être "remise en mémoire" »

Daniel Bensaïd, « Questions d'octobre », 1997



« ILS ONT OSÉ ! » : LES BOLCHEVIKS E

« Lénine, Trotski et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l'exemple au prolétariat mondial ; ils sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier : J'ai osé ! ». Par cette phrase, Rosa Luxemburg mettait le doigt sur une leçon majeure de la révolution d'Octobre : si les crises révolutionnaires ont été historiquement nombreuses, rares sont les cas où elles ont pu permettre aux socialistes de prendre le pouvoir.

Pour ce faire, il est en effet nécessaire de disposer d'une direction capable « d'oser » au risque de tout perdre, ce que les dirigeants du parti communiste allemand n'ont par exemple pas su faire en 1923, lorsque leurs tergiversations leur ont fait perdre une occasion historique de prendre le pouvoir, condamnant la classe ouvrière allemande à subir les horreurs du nazisme.

Une stratégie pragmatique

Si les bolcheviks ont donc su « oser », il faut toutefois souligner que leur choix ne fut en rien la conséquence d'une stratégie longuement mûrie ou encore l'application d'un plan préparé. Dans la pensée de Lénine comme dans celle des principaux dirigeants bolcheviks, il n'a en réalité jamais existé de « scénario » bien défini, mais une stratégie fondamentalement pragmatique, une analyse en évolution permanente fondée sur l'analyse concrète de la situation concrète. C'est ce pragmatisme des dirigeants bolcheviks qui leur a permis d'emprunter des chemins nouveaux pour les amener à mettre au point une stratégie insurrectionnelle qui



L'attaque du Palais d'Hiver, à Petrograd, le 25 octobre 1917. DR

était alors totalement en rupture avec la doxa marxiste. Ce point est d'autant plus notable qu'il faut rappeler que les thèses d'avril se refusaient tout autant à une participation à un gouvernement bourgeois qu'à un aventurisme de type blanquiste, en se prononçant contre toute stratégie insurrectionnelle et même contre la mise en place d'un « gouvernement ouvrier » qui, dans la Russie

de 1917, aurait été socialement minoritaire. Tel qu'il fut conçu par les bolcheviks au printemps 1917, le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » ne constituait en réalité qu'une actualisation du concept de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », qui devait permettre de créer, non pas un régime ouvrier et socialiste, mais un pouvoir à caractère transitoire capable d'appliquer le

A 100 ANS

KS NT R

LE CHOIX DE LA PRISE DU POUVOIR

Dans la nuit du 6 au 7 novembre 1917 (25 et 26 octobre 1917 selon le calendrier julien en vigueur en Russie), la prise du Palais d'hiver permit aux bolcheviks de créer, 46 ans après la Commune, un nouveau régime prolétarien.

programme démocratique que le gouvernement provisoire se refusait à envisager.

Course de vitesse avec la contre-révolution

Le génie des dirigeants bolcheviks a été de comprendre qu'il leur fallait modifier cette ligne stratégique puisque que le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » se révélait de fait inapplicable. L'échec des journées de juillet 1917 et surtout la répression du mouvement ouvrier qui les avait suivies avaient en effet démontré que les SR et les mencheviks basculaient à droite et se refusaient à rompre avec la bourgeoisie, ce qui rendait en pratique impossible la constitution d'un pouvoir soviétique. Le désastre de l'offensive de juin 1917 et la montée de la réaction kornilovienne démontraient aussi que le gouvernement Kerenski amenait la révolution dans l'im-passe et ouvrait la porte à une restauration de type bonapartiste. C'est en homme pragmatique que Lénine fut amené à penser, dès le mois de juillet, que les thèses d'avril étaient désormais obsolètes et qu'il n'y avait plus d'autre solution que de tenter ce qui lui avait jusque-là semblé inimaginable, autrement dit une insurrection des avant-gardes de la révolution sous la direction des seuls bolcheviks.

Une telle stratégie semblait tellement aventuriste que Lénine y renonça au début du mois de

septembre, en se persuadant que l'échec du putsch de Kornilov pouvait permettre le sursaut nécessaire pour convaincre les SR et les mencheviks de rompre avec Kérenski et mettre en place un gouvernement des soviets. Les faits l'amènèrent à changer une nouvelle fois d'avis à la mi-septembre, lorsqu'il constata que les SR et les mencheviks s'avéraient incapables de rompre leur soutien au gouvernement provisoire qui ne constituait pourtant plus qu'un pouvoir fantôme. La menace contre-révolutionnaire, l'insurrection des campagnes, le basculement des soviets d'ouvriers et de soldats dès le début du mois de septembre vers le bolchévisme, mais aussi les premières mutineries en Allemagne et en Italie l'amènèrent à reconsidérer sa position : la vacance du pouvoir lui semblait ouvrir une course de vitesse avec la contre-révolution et imposer aux bolcheviks de profiter des circonstances favorables pour passer à l'offensive en prenant le pouvoir.

«L'insurrection à l'ordre du jour»

Mises en minorité le 21 septembre, les positions de Lénine l'emportèrent lors du comité central qui se tint clandestinement dans la nuit du 10 au 11 octobre dans un appartement de Petrograd. Malgré l'opposition acharnée de Kamenev et de Zinoviev, qui considéraient que les bolcheviks allaient se renforcer progressivement et

qu'ils finiraient par emporter la majorité à la future Assemblée constituante, le comité central mit, par 10 voix contre 2, l'insurrection à l'ordre du jour, en votant la motion suivante : « *Le comité central reconnaît que la situation internationale [...] de même que la situation militaire et l'obtention par le parti prolétarien de la majorité au sein des soviets, tout cela associé à l'insurrection paysanne, au changement d'attitude du peuple qui fait confiance à notre parti et enfin la préparation manifeste d'un nouveau putsch kornilovien [...] met l'insurrection à l'ordre du jour.* »

La majorité du comité central restait toutefois hétérogène. Pour Lénine, qui considérait que chaque heure qui passait faisait courir un risque supplémentaire, la motion du 10 octobre impliquait que le parti prenne le plus vite possible le pouvoir. Pour Trotski, la motion ne constituait qu'un choix stratégique qui ne pouvait être mis en application que lorsque les circonstances le rendraient réellement possible. Entre ces deux lignes, c'est une position de compromis qui l'emporta, Trotski imposant que la prise du pouvoir se fasse dans le contexte de la réunion du congrès des soviets et sous la direction formelle du soviét de Petrograd, tandis que Lénine obtint qu'elle ne fût pas soumise à l'avis du congrès et que l'insurrection précéderait donc son ouverture.

Laurent Ripart

LA CROISSANCE DU PARTI BOLCHEVIK EN 1917

Le parti bolchevik d'Octobre est issu d'une histoire complexe. Quatre organisations se succèdent à partir de 1903 : le Parti ouvrier social-démocrate russe, dont plusieurs fractions se disputent la direction jusqu'en 1911 ; la fraction bolchevique dans ce parti ; le Parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique) fondé en 1912, et le parti qui s'unifie en juillet dans le cours de la révolution de 1917.

La séparation entre bolcheviks et mencheviks sera longue, de 1905 à 1912. Dans de nombreuses villes, les militants de deux fractions continuent à agir en commun, parfois même jusqu'en septembre 1917. Dans la Russie tsariste, toute activité est clandestine, la majorité des militants n'ont que quelques mois d'activité avant d'être arrêtés ou de s'exiler, elle laisse peu de place à la différenciation entre révolutionnaires et réformistes.

Avant 1914, un parti de masse

C'est au cours de la remontée des luttes de 1912 à 1914 que le parti bolchevik devient un parti de masse majoritaire dans la classe ouvrière. Lors de l'élection de la Douma en 1912, avec une campagne autour des trois « baleines » : république démocratique, journée de 8 heures, et confiscation des terres, il gagne 6 des 9 curies ouvrières. En février 1912, un quotidien légal, la *Pravda*, est vendu entre 40 000 à 60 000 exemplaires, avec 6 000 abonnés. Au début de 1914, aux élections des assurances sociales, les listes des bolcheviks sont majoritaires, et ils dirigent en outre la majorité des petits syndicats existants. C'est devenu un parti révolutionnaire de masse dans une centaine de villes, regroupant entre 30 et 50 000 militantEs, majoritaire au sein de la classe ouvrière industrielle, elle-même très minoritaire. La guerre rasera tout cela.

La révolution de Février surprend les révolutionnaires, les bolcheviks comme les autres, dont les dirigeants sur place se rient de l'idée que c'est le début d'une révolution. Mais lorsque le soviét s'installe, ils y prennent leur place. Ils sont à ce moment minoritaires, car les grandes masses qui se sont mises en branle dans la révolution n'ont pas l'expérience des ouvriers organisés en 1914. Le nombre d'ouvriers a doublé à Petrograd depuis 1914, et les soldats qui jouent un rôle central dans le processus sont pour l'essentiel des paysans.

À partir d'avril, autour de leur orientation « tout le pouvoir aux soviets », les bolcheviks gagnent rapidement de l'influence dans les classes populaires en mouvement. Parmi les ouvriers, plus lentement parmi les soldats, et finalement dans la paysannerie, une conviction progresse : les conditions de vie ne changent pas, la guerre se poursuit, les classes possédantes sont opposées aux objectifs démocratiques et pacifistes, et déterminées à écraser la révolution au moyen d'une dictature militaire. C'est pour cette raison que la nécessité d'un gouvernement excluant toute influence des classes possédantes, position défendue par le parti

Отъ Военно-Революціоннаго Комитета при Петроградскомъ Советѣ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

Къ Гражданамъ Россіи.

Временное Правительство низложено. Государственная власть перешла въ руки органа Петроградскаго Совета Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ Военно-Революціоннаго Комитета, стоящаго во главѣ Петроградскаго пролетаріата и гарнизона.

Дѣло, за которое боролся народъ: немедленное предложение демократическаго мира, отмена помѣщичьей собственности на землю, рабочий контроль надъ производствомъ, создание Советскаго Правительства — это дѣло обезпечено.

ДА ЗДРАВСТВУЕТЪ РЕВОЛЮЦІЯ РАБОЧИХЪ, СОЛДАТЪ И КРЕСТЬЯНЪ!

Военно-Революціонный Комитетъ при Петроградскомъ Советѣ Рабочихъ и Солдатскихъ Депутатовъ.

25 октября 1917 г. 10 ч. утра.

Le Comité militaire révolutionnaire de Petrograd annonce la déposition du gouvernement provisoire, le 25 octobre 1917. DR

bolchevik, devient tout au long de l'année 1917 majoritaire.

Les bolcheviks portés par la révolution

Les 10 000 militantEs (1 500 à Petrograd), qui se sont réorganisés en février, sont devenus en avril 79 000 adhérentEs (dont 15 000 à Petrograd). Portés par la révolution, ils valident les thèses d'avril défendues par Lénine. Lors du premier congrès national des soviets de juin, les bolcheviks ont moins de 15% des délégués. La répression des journées de juillet, puis le putsch de Kornilov en août convainquent de plus en plus que la seule issue pour obtenir la paix, la terre et le pain, c'est le pouvoir aux soviets, que seuls les bolcheviks défendent. Lors du congrès d'unification en juillet 1917, le parti intègre des courants révolutionnaires indépendants que constituent aussi bien l'organisation interrégions (dans laquelle milita Trotski) que les nombreuses organisations social-démocrates internationalistes jusque-là restées à l'écart, dans le cadre d'un mouvement de masse d'adhésions d'ouvriers, de soldats unis par une aspiration à l'action révolutionnaire immédiate. Lénine, avec ses 47 ans, est le doyen du comité central dont onze membres ont entre 30 et 40 ans, trois moins de 30 ans. Son benjamin, Ivan Smilga, a 25 ans : il est militant bolchevik depuis 1907. Le parti bolchevik d'Octobre, le parti de Lénine et de Trotski, est né. Il regroupe à ce moment 170 000 militantEs (dont près de 40 000 à Petrograd) : « *La force du parti unifié vient de la fusion totale de ces courants divers autant que de la diversité des itinéraires qui les*

ont menés, à travers des années de lutte idéologique, à la lutte en commun pour la révolution prolétarienne. »¹

Vers l'insurrection

Contrairement à bien des idées reçues, ce qui caractérise ce parti, c'est sa relative flexibilité, sa réceptivité aux humeurs dominantes des masses. Il acquiert à partir de juin la majorité dans les comités d'usine, puis en août dans les soviets de Petrograd et Moscou.

Dès septembre, de son exil, Lénine exhorte les bolcheviks à prendre le pouvoir. Il écrit des notes au comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou, des articles, une brochure intitulée *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir?* Cette orientation entre en résonance avec les aspirations de la majorité des soviets des grandes villes mais, au sein du parti bolchevik, le débat fait rage, un certain nombre de dirigeants dont Zinoviev et Kamenev défendant une posture « attentiste » d'une majorité à l'Assemblée constituante. La réunion de la direction du 10 octobre décide l'insurrection armée par 10 voix contre 2.

Au congrès des soviets qui s'ouvre le 25 octobre, sur 670 délégués, 300 sont bolcheviks, 193 SR dont plus de la moitié SR de gauche et 82 mencheviks dont 14 internationalistes. Le bureau est composé de 14 bolcheviks et 7 SR de gauche, les 4 postes mencheviks ne sont pas occupés.

Il y a une écrasante majorité pour un gouvernement du soviét autour du parti bolchevik.

Patrick Le Moal

1 - Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 89.

PROJET INUTILE ET IMPOSÉ

Carrière de Saint-Julien-Molin-Molette: l'exploitation doit cesser en 2020!

Niché dans le parc naturel régional du Pilat, le village de Saint-Julien-Molin-Molette est doté de nombreux atouts. Près de la vallée du Rhône mais à l'écart des grands axes, il possède un magnifique panorama sur les Alpes, de nombreux chemins de randonnée et une vie associative et artistique dynamique. Pourtant, ce village se dépeuple.

En cause, une carrière de granite mangeant petit à petit la montagne, exploitée par Delmonico-Dorel, qui ne cesse d'obtenir des autorisations d'exploitation et d'extension.

En 2005, le préfet autorise l'exploitation du site jusqu'en 2020. Saisi par l'association Bien vivre à Saint-Julien, le tribunal administratif de Lyon casse l'arrêté préfectoral, contraire à la charte du parc du Pilat. Mais la décision est annulée en appel, au motif que, bien qu'elle ait raison sur le fond, l'association n'a pas qualité pour agir.



© Page Facebook du collectif des habitants de Saint-Julien

Impact calamiteux pour les riverains

En 2014, Delmonico-Dorel veut agrandir l'exploitation, et évoque un volume de 500 000 tonnes par an jusqu'en 2050 contre 150 000 actuellement. En réaction, la mairie de Saint-Julien vote début 2017 un plan local d'urbanisme (PLU) qui empêche l'extension. Il faut dire que l'impact de la carrière est calamiteux pour les riverains. La seule voie d'accès traverse le village, les 200 camions quotidiens, pas toujours bâchés, rasant les maisons, répandent de la poussière dans les rues et sur le linge, se renversent parfois. La rivière est polluée, le paysage défiguré, les maisons à vendre se multiplient sans trouver d'acquéreurs. De plus, les matériaux extraits présentent une radioactivité naturelle 4 à 8 fois supérieure à la moyenne de l'écorce terrestre. La CRIIRAD l'a dénoncé en 2008, mais sans réaction à l'époque. Depuis 2013, la situation a changé : une directive européenne impose de procéder à la caractérisation radiologique des matériaux de construction potentiellement radioactifs, notamment du granite.

Valeurs limites d'exposition dépassées

Le préfet a décidé de déclarer le projet d'intérêt général, ce qui lui permettra de modifier d'autorité le PLU et d'autoriser l'extension. Dans ce cadre, une enquête publique a été ouverte en octobre 2017.

Le dossier partiel est truffé d'erreurs. On y lit par exemple qu'il s'agirait de la seule carrière de roches dures à 40 km à la ronde. Or le collectif de riverains de Saint-Julien en a recensé au moins 4. Le risque lié aux poussières (le seul risque identifié dans le dossier) est qualifié de « très faible pour le personnel », et a fortiori pour les riverains, alors que les contrôles réglementaires révèlent que les valeurs limites d'exposition professionnelle sont dépassées pour 3 des 4 paramètres contrôlés!

La CRIIRAD vient de demander la suspension de l'enquête publique, au motif de l'absence d'étude sur la radioactivité des roches et sur les risques d'exposition, interne et externe, qu'elle induit pour le public et les travailleurs. Espérons que cette action aboutira et que, sous la pression des habitantEs et associations locales, ce PII (projet inutile et imposé) sera définitivement abandonné.

Commission nationale écologie

CONTRÔLE JOURNALIER DES CHÔMEURS

P. GATTAZ



CHARMAG

ASSURANCE CHÔMAGE

Les pièges de la nouvelle convention

À peine la nouvelle convention entrée en vigueur, Macron pose sur la table un changement de gestion de l'Unedic avec l'idée de mettre fin à la gestion paritaire actuelle. L'État – qui jusqu'à présent se contente d'agréer ou pas les conventions signées par le Medef et ses complices – serait intégré à la gestion.

Macron a clairement annoncé vouloir en finir avec le régime d'assurance et faire de l'indemnisation un « droit universel, pour plus d'équité et de fluidité sur le marché du travail ». Le modèle de Macron c'est le forfait minimal pour le plus grand nombre et les assurances privées pour ceux qui peuvent. Il parle d'élargir l'assurance chômage aux démissionnaires (ce qui est déjà possible dans certains cas) et aux indépendants, mais cet élargissement ne pourrait se faire qu'en diminuant les allocations. Cette extension aurait pour contrepartie un renforcement des contrôles avec une réaffectation massive : 1000 agents seraient affectés à cette mission, contre 200 aujourd'hui.

Des objectifs mensongers...

La convention, qui est entrée progressivement en vigueur depuis le 1^{er} octobre, s'en prend principalement aux salariéEs précaires et aux chômeurEs de plus de 50 ans. L'Unedic et les signataires complices (CFDT-FO-CFTC-CGC) de cette convention mettent en avant deux « impératifs » :

– « Assurer la pérennité financière du régime ». Alors que le Medef et ses complices organisent le déficit du régime en n'augmentant pas les cotisations patronales, que

les gouvernements multiplient les exonérations de cotisations, le résultat n'est pas étonnant ! Par ailleurs, la part de l'Unedic dans le financement de l'ANPE puis de Pôle Emploi n'a cessé d'augmenter, jusqu'à atteindre les 2/3 aujourd'hui. Sans parler des arguments démagogiques sur un régime prétendu parmi les plus généreux d'Europe alors que l'allocation mensuelle est de 1010 euros (pour celles et ceux qui sont indemnisés, c'est-à-dire moins de 50% des inscritEs) et que seuls 0,02% des indemnisés touchent l'allocation maximale.

– « Maintenir la protection des demandeurs d'emplois face à un marché du travail en évolution ». En clair, adapter l'assurance chômage à l'explosion de la précarité que connaît le marché du travail (contrats de moins d'une semaine notamment), en faisant des économies sur le dos des plus précaires plutôt que de lutter concrètement contre la précarité : 30 millions d'euros dès fin 2017, puis entre 260 et 540 millions d'euros par la suite.

... Pour des reculs des droits des chômeurEs

Concrètement, les économies seraient réalisées de la façon suivante :

– Les modalités de décompte des jours pris en compte dans l'affiliation (nombre de jours ou heures travaillés dans une période donnée) sont modifiées. Auparavant il fallait 122 jours ou 610 heures pour pouvoir ouvrir des droits, maintenant c'est 88 jours travaillés ou 610 heures. Cette baisse est trompeuse : ne sont retenus que 5 jours au maximum par semaine civile, contrairement à la situation antérieure où étaient retenus tous les jours couverts par le (ou les) contrat(s), week-end compris. « Mieux », si on peut dire, en cas de chevauchement de contrats (un contrat le matin et un autre l'après-midi par exemple), un seul jour travaillé est décompté, quel que soit le nombre de contrats exécutés ce même jour... Au passage le dernier jour de février n'est plus compté alors qu'il était compté pour trois jours auparavant.

Cette nouvelle logique a des conséquences pour les salariéEs en CDD : pour un contrat d'un an ne seront pris en compte dorénavant que 260 jours (on retire les 52 week-ends...), pour unE salariéE enchaînant les contrats d'une semaine pendant un an l'allocation passera de 40 euros/jour à 32 euros/jour, soit 20% de diminution. Au passage l'annexe 4 qui régissait

les intérimaires est supprimée et intégrée au régime général.

– Les règles d'examen d'une demande d'allocation sont elles aussi modifiées. Toujours derrière un objectif forcément favorable – « harmoniser pour tous la date d'examen » – se cache une amaque. Cette date est importante car elle a des conséquences sur le premier jour indemnisable. Le dernier contrat de travail pris en compte dans le calcul des droits sera le contrat précédant la dernière actualisation.

– Les « mesures seniors » visent à adapter le régime au recul de l'âge de la retraite... Il faut désormais attendre 53 ans pour percevoir 30 mois d'indemnisation et 55 ans pour 3 ans d'allocations. En « compensation » les chômeurEs entre 53 et 55 ans pourront utiliser 500 heures supplémentaires de leur CPF (compte personnel formation, qui s'inscrit dans la logique de « portefeuille de droits individuels »).

Face à ces attaques, c'est peu dire que la riposte n'est pas à la hauteur... Et pour cause, seule la CGT n'a pas signé cette convention. La manifestation de décembre appelée par les associations de chômeurEs doit être la prochaine échéance à préparer pour combattre cette nouvelle offensive.

Correspondant



© Bondy Blog

PARIS 18^e MigrantEs: on veut l'égalité!

C'est un rond-point pelé et glauque à 100 mètres de la porte de La Chapelle. Un entre-deux, après le périph et l'autoroute et avant l'animation des cafés, de la Poste et des commerces de Marx-Dormoy.

Après la destruction des campements de Calais et de Stalingrad, des campements s'étaient formés sous le périph. Ceux-là aussi ont été évacués et la police s'emploie chaque nuit pour que les migrantEs ne puissent s'y réinstaller. Même les distributions de repas y sont interdites.

Des droits, pas la charité

Pendant un temps ils avaient pu se regrouper sur ce rond-point. Mais désormais, ici aussi, la police empêche tout regroupement pour la nuit. C'est là pourtant que convergent plusieurs centaines de migrantEs, chaque jour, pour une distribution de petit déj le

RÉPRESSION**Relaxe pour les 9 prévenuEs de Poitiers!**

Le 19 mai 2016 était la 12^e journée nationale de mobilisation contre la loi El Khomri. Nuit debout avait également fait tâche d'huile, et une trentaine de personnes se réunissaient alors tous les soirs à Poitiers. Le ras-le-bol des manifs un peu trop « plan plan » se faisait de plus en plus sentir.

Les cheminotEs venaient d'entrer en grève. Les 600 manifestantEs, ce 19 mai 2016, réunis à l'appel de l'inter-syndicale, ont donc décidé d'occuper les voies de chemin de fer en gare de Poitiers, trompant un dispositif policier une fois de plus massif. L'occupation des voies, ajoutée à la grève des cheminotEs, a perturbé le trafic. Cela n'a pas plu. Ni à la direction de la SNCF ni à la police.

Convocations devant la justice

Les manifestantEs, contents de leur action, ont quitté les voies au bout de deux heures, avant les premières sommations. Mais un mois plus tard 11 militantEs ont reçu une convocation pour être entendus par la police. Et 9 ont finalement été convoquéEs devant la justice, le 17 novembre 2017, soit un an et demi plus tard.



Ces militantEs n'ont pas été choisis au hasard. Ils et elles ont été ciblés, d'après les flics, comme des militantEs d'extrême gauche. Le comité de soutien qui s'est mis en place pour demander la relaxe des camarades parle d'un ciblage de la mouvance libertaire et/ou anticapitaliste. Deux des neuf sont des militantEs de Solidaires.

L'État ne supporte pas les militantEs dit radicaux, et essaie de diviser les manifestantEs entre celles et ceux qui seraient « raisonnables » et les « casseurs ». La réalité est tout autre. Ce sont les militantEs combattifs qui sont dans le collimateur, quelle que soit l'étiquette ou l'absence d'étiquette.

Comité de soutien

Une première réunion publique du comité de soutien a réuni un peu plus d'une soixantaine

de personnes. Autocollants, tracts, affiches, pétition, le matériel est en cours de distribution. On essaie aussi de remplir la caisse de solidarité.

Dans l'unité la plus large, nous devons rappeler que nous étions toutes et tous sur les voies, avec les 9, ou que nous aurions pu y être. Nous devons faire bloc, en mettant de côté les divergences politiques et stratégiques, car même si celles-ci sont réelles, l'enjeu est

de mettre un frein à un danger qui nous guette toutes et tous : la répression par l'appareil d'État capitaliste.

Alors le 17 novembre à 9 heures soyons nombreux et nombreuses devant le palais de justice de Poitiers.

Correspondant NPA 86

Le site du comité de soutien : <https://soutienpoursuiviespoitiers.noblogs.org/>

Le lien vers la pétition : <http://9depoitiers.wesign.it/fr>

LOGEMENT**Les HLM en mode résistance**

Les HLM, l'attaque de trop qui va faire déborder le Macron ? En tout cas, le président des riches a réussi à unir le mouvement HLM, les promoteurs et le bâtiment. Et à mettre en grève et dans la rue presque tous les offices HLM le mardi 17 octobre.

Six millions et demi de locataires HLM vont perdre 5 euros d'APL en octobre, une baisse qui pourrait aller plus tard jusqu'à 60 euros. Pour compenser, les bailleurs HLM devront baisser les loyers. Coût annoncé par les bailleurs sociaux : 1,4 milliard. Qui manqueront pour construire, entretenir, réhabiliter (entre autres la rénovation thermique ou le désamiantage alors que celui-ci « oblige » des offices à laisser des logements vides en attendant les travaux). Des suppressions d'emplois sont aussi à prévoir, avec cette réforme et avec le mouvement de fusions et de privatisations d'offices HLM.

Un marché hors de contrôle

Alors que les logements qui manquent déjà sont les logements dits vraiment sociaux (3000 demandeurEs en attente depuis plusieurs années est un chiffre courant dans les villes de 30 000 ou 40 000 habitantEs en banlieue parisienne), c'est la population la plus défavorisée, dont le



nombre augmente significativement, qui sera la plus touchée. Parce que la première solution, ce sera de prendre en priorité les locataires qui n'ont pas droit à l'APL, et de construire pour eux. Il est possible que quelques offices aient des réserves de trésorerie, mais un gouvernement qui supprime l'ISF est-il légitime à aller piquer dans leurs poches ?

Ce même 17 octobre, le tribunal administratif de Lille annulait l'arrêté préfectoral permettant l'application de l'encadrement des loyers sur cette ville. Le gouvernement dit qu'il fera appel et veut poursuivre la (timide) mise en œuvre de cette mesure. Mais tout le monde

sait que ce ne sont pas les APL qui font grimper les loyers, mais une folle spéculation, un marché hors de contrôle, et que ce sont les loyers dans le privé et les prix à la vente qu'il faut baisser de toute urgence. Et l'État doit, vite, de nouveau mettre de l'argent dans la construction. Pourquoi y a-t-il des aides, des allocations – qui sont insuffisantes et injustes (effet de seuil) ? Parce que les loyers et les charges sont trop chers. Il faut que les loyers soient fixés en fonction du revenu (pas plus de 20 %) parce que se loger décemment est un droit élémentaire qui ne doit pas être soumis à la loi du marché.

Isabelle Guichard

RESTAURATION**Face aux coups tordus de McDo, big soutien!**

Lentement mais sûrement, des syndicats revendicatifs ont réussi à s'implanter à Mc Do et à se pencher sur les pratiques d'optimisation fiscale du géant mondial de la restauration rapide (voir l'Anticapitaliste n°377). On ne sera donc pas surpris que, suite à l'élection de déléguéEs Sud dans l'entreprise Mc Donald's Paris Nord, la direction décide de passer en franchise, au 1^{er} décembre prochain, les restaurants des Champs-Élysées (le plus grand du monde), de Provence et de Wagram, où ces déléguéEs travaillent.

Il est prouvé qu'une telle opération se traduit en moyenne par une baisse de 23 % de la rémunération des équipierEs, le franchisé les pressurant davantage pour payer les royalties et assurer sa marge. Le franchisé pressenti ne respecte pas l'obligation de publier ses comptes. Pas question donc, pour le personnel concerné, de se laisser faire : aussi, après le blocage le 11 octobre du service du midi des Champs, un comité de soutien aux salariéEs de la restauration rapide, à l'image de ceux qui ont joué un rôle déterminant dans les luttes de ce secteur des années 2000, a vu le jour. Pour sa première action suite à son lancement, une vingtaine de militantEs, dont des membres de Solidaires et du Front social, sont venus soutenir les déléguéEs CGT et Sud de McDo réunis le 19 octobre dernier dans le cadre de l'information-consultation du comité d'entreprise.

McDo-KFC, même combat!

La direction était sur le qui-vive (huissier et vigiles présents) et a multiplié les allers et retours entre la salle de réunion et le rassemblement, très sonore. Les éluEs FO (majoritaire) ont refusé de mettre au vote l'expertise économique portée par la délégation Sud et ont rendu un avis... alors même que celui du CHSCT ne l'a pas encore été ! La victoire tient cependant au fait qu'ils ont voté contre la mise en franchise, la CFDT s'abstenant et CGT et Sud refusant de se prononcer pour les raisons précitées : la franchise ne bénéficie donc d'aucun soutien du côté du personnel.



DR

Le samedi 21 octobre, une nouvelle action a eu lieu avec un tractage, en différentes langues étrangères, de près de deux heures devant le McDo des Champs, puis le groupe est parti visiter le KFC de Châtelet. En effet, la répression sévit aussi dans cette enseigne où, suite à la saisine des prud'hommes par Sud après le non-respect par l'employeur du repos compensateur, trois de ses représentants ont été convoqués pour sanction pour des motifs fantaisistes. Le comité de soutien donne à nouveau rendez-vous dimanche 29 octobre à 11 h 30 au restaurant des Champs.

LD

Sur internet : <https://www.facebook.com/>

Comité-de-soutien-restauration-rapide-1737142243248881/

matin et une distribution d'un repas le soir.

Le reste du temps ils se dispersent et se cachent. Loin des yeux de la ville. Pour que le gouvernement et la mairie de Paris puissent prétendre qu'ils n'existent pas. Pour empêcher aussi que se créent les conditions pour pouvoir s'organiser. Mais facilitant ainsi toutes les embrouilles et les conflits, et justifiant le renforcement du contrôle policier sur tout le quartier. C'est là qu'il y a quinze jours des soutiens ont discuté avec des migrants, francophones de Guinée, arabophones du Soudan, anglophones d'Erythrée et d'Éthiopie. Et aussi des Afghans. Exigeant l'anonymat, fuyant les caméras parce que là où ils venaient chercher asile ils n'ont obtenu que plus de peur encore.

Alors ils ont écrit, chacun dans leur langue, leurs demandes convergentes. Redisant dans un même élan qu'ils remercient ceux et celles qui leur apportent leur aide mais que ce qu'ils veulent n'est pas la charité. Et décidant que si c'est une question de droits et pas de charité alors ils se lèveront et manifesteront. Et que c'est aussi ainsi qu'ils reprendront de la dignité car celle-ci ne peut être donnée. Elle se gagne et elle se respecte. Ils étaient quelques dizaines au départ, qui ne se connaissaient pas mais se retrouvaient, là, sur ce rond-point, à l'occasion de l'unique distribution d'un repas, qui ont décidé qu'ils voulaient manifester. Nous étions quelques-unEs, du quartier, à avoir les liens et quelques ressources collectives pour imprimer des tracts, faire circuler l'info sur les

réseaux sociaux. Ça a été relayé par des associations, des collectifs du quartier et un collectif du 20^e.

« Liberté, Hourriya, Azadi »

Le temps que les tracts sortent, la plupart de ceux qui avaient décidé la manifestation n'étaient plus là. Ceux et celles qui font les distributions l'ont remarqué : il a suffi d'un projet d'action collective pour que plusieurs centaines soient envoyés vers des hébergements d'urgence !

Tant mieux. Mais qu'importe. Parce que rien n'est réglé. Parce qu'on sait que la plupart seront remis à la rue. Parce qu'il y en a tant d'autres qui y sont toujours. Parce que ces efforts de la mairie et de la préfecture pour casser le moindre élan de combativité ne prouvent rien d'autre que leur monstrueux cynisme.

Alors la manifestation a eu lieu ce samedi 21 octobre. Partis à plusieurs centaines, avec des banderoles en arabe, en français, en pashto, en anglais aux cris toujours renouvelés de « Liberté, Hourriya, Azadi », « Solidarité », « No Dublin », « Des papiers, pas des policiers, des logements, pas des policiers ». Malgré les conditions, malgré le manque de moyens, la manifestation a grossi jusqu'à atteindre le millier de manifestantEs parcourant La Chapelle, Barbès, Château-Rouge jusqu'à la mairie. Pour dire à la mairie, celle de Paris et celle de l'arrondissement, qu'on n'est pas dupes. Que depuis maintenant deux ans la mairie de Paris fait le forcing au niveau international pour convaincre qu'elle a les moyens d'accueillir des centaines de milliers d'étrangers, notamment autour de la porte de La Chapelle... pour les

prochains JO. Mais que la même mairie prétend qu'elle ne peut rien pour héberger quelques milliers de migrants et les mal-logés et sans-abris. Une mairie et un gouvernement qui « foutent le bordel » dans nos quartiers et saisissent tous les prétextes pour y développer le « harcèlement policier ».

Nous avons manifesté pour refaire de la rue un espace de vie, d'échanges, de circulation, de contestation et de solidarité. Pas un espace hostile pour dormir la nuit.

Une manifestation ne suffira pas et les migrantEs sont toujours à la rue. Un peu plus sûrs cependant que ce qu'ils demandent n'est pas la charité mais leurs droits. Qu'ils ne sont pas seuls. Et nous un peu plus sûrs que leur combat est un enjeu pour touTEs. Incontournable. **Denis Godard**

Les comités en action!

Ris-Orangis et Bordeaux Débats autour du film *le Jeune Karl Marx*.

Dimanche 15 octobre avait lieu à Ris-Orangis, dans l'Essonne, au cinéma Les Cinoches, une projection-débat du film de Raoul Peck, *le Jeune Karl Marx*. Notre camarade Yvan Lemaitre était invité à présenter le film et à participer au débat. Près de 150 personnes se sont retrouvées, tout public, avec aussi des camarades de Lutte ouvrière, du PC, de la FI et bien sûr du NPA. À Bordeaux, c'est le 18 octobre qu'a eu lieu, à l'initiative du NPA, une projection-débat au cinéma L'Utopia. Le débat avait lieu avec Philippe Poutou en présence de Jean-Jacques Rue, chroniqueur cinéma à *Siné mensuel*. Outre des militantEs du NPA, se retrouvaient notamment dans le public des lycéenEs et des étudiantEs, dont une bonne partie familiers des manifestations contre la casse du Code du travail. La salle de 225 places était comble, l'information ayant bien circulé sur internet, dans les réseaux locaux de militantEs, la revue locale du parti...

L'évocation de certains ouvrages des jeunes années de Karl Marx et des débats politiques traversant le mouvement ouvrier naissant de l'époque ont fait que les débats ont beaucoup porté sur le contenu de la pensée marxiste et son actualisation : Quel internationalisme aujourd'hui? Qu'est-ce que le matérialisme de Marx? En quoi la notion de classe permet-elle, mieux que celle de «peuple», de penser le monde d'aujourd'hui? Une révolution peut-elle ne pas finir en dictature? Les crimes de Staline? La pensée marxiste permet-elle de résoudre la question de la traite des animaux, la question écologique, la question migratoire? Etc. La diversité des questions et interrogations soulevées par le film donne inévitablement aux discussions un tour inachevé. Une invitation à les poursuivre et à les prolonger, à mener «*la critique impitoyable de tout l'ordre établi*» selon une formule de Marx dont l'actualité était en filigrane de toutes les interrogations. Une invitation à construire des outils et des perspectives pour toutes celles et ceux qui veulent changer le monde, pas seulement l'interpréter. Des initiatives à multiplier...

Paris 18^e La révolution russe en débat(s).

C'est en présence d'une cinquantaine de participantEs que le comité 17^e-18^e a tenu son nouveau café-débat, consacré cette fois-ci à la révolution russe.

Avant de donner la parole à notre camarade Olivier Besancenot venu introduire une question à laquelle il a consacré son dernier ouvrage, Paul a présenté l'activité locale du comité, notamment les différents cadres unitaires dans lesquels nous sommes présents ainsi que nos différents terrains d'interventions et de solidarité, en particulier les migrantEs.

Olivier s'est ensuite livré à une excellente entrée en matière, articulant les réflexions sur l'actualité de la question (pourquoi et comment discuter de la révolution russe un siècle plus tard) et des analyses sur la réalité historique de cette poussée révolutionnaire, trop souvent ramenée à la seule prise du pouvoir en octobre (quant elle n'est pas tout simplement traitée par les idéologues de la pensée dominante comme un vulgaire coup d'État...).

Après cela, le débat – on s'en doute, riche – a été lancé avec la salle. Au-delà du stalinisme, était-ce un échec ou pas? La Russie de 1917 était-elle prête à une révolution? Celle-ci est-elle encore possible aujourd'hui, au vu de la puissance des classes dominantes? Quelles résonances aujourd'hui aux quatre coins du globe? Comme l'a dit Olivier en guise de conclusion, le débat doit continuer, et cela nécessite l'engagement de toutes et tous. Rendez-vous au prochain café-débat!



© MB

Face au président des riches... Soutenez le NPA!

C'est la fin d'année et revoilà la souscription annuelle du NPA. Mais pas de lassitude, cette fin d'année n'est qu'un (re)commencement!

D'abord, la lutte des classes ne s'arrête jamais, ni totalement perdue ou gagnée. Et ainsi de notre militantisme à toutes et tous... et des moyens, y compris financiers, qu'il nécessite. Ensuite, nous n'en sommes qu'au début du quinquennat du président yuppie-terrien et sa «pensée complexe».

Choc thatchérien

La situation est complexe, pas Macron. De lui, jeune ambitieux bourgeois, tout a déjà été dit très tôt, en son fond, par les grands romanciers du 19^e siècle. N'y revenons pas. En cela il est toujours-déjà poussiéreux, quoique typique. Quant à sa pensée, ce qui lui en tient lieu n'est qu'une «culture-g» de classe prépa, ingurgitée la semaine et régurgitée en colle le samedi matin, puis définitivement aplatie et asséchée au fer des techniques éculées de la communication politique et managériale. Si son arrivée au pouvoir après une folle séquence électorale fut une surprise; si le combattre est un impérieux défi compte tenu de l'ampleur de l'offensive et des difficultés de notre camp social; si l'analyse de ses causes, dynamiques et perspectives est un travail difficile et indispensable; l'essence politique et sociale du macronisme n'a jamais rien eu d'une énigme ou d'une révolution. Rien n'y est complexe, mystérieux ou novateur, surtout pas pour la bourgeoisie elle-même qui, toute de bonheur, de fébrilité et de morgue

mêlés, sent (enfin!) venir le choc thatchérien tant désiré.

Contre la régression sociale et démocratique

Loin de toute «disruption», reconnu officiellement ou officieusement par deux de ses immédiats prédécesseurs comme un mini-moi-en-mieux, Macron est le genre idéal de sa classe. Tout son projet n'est qu'approfondissement et potentiel aboutissement d'une réaction néo-libérale désormais aussi vieille que lui. Régression sociale avec la remise en cause de plus d'un siècle de luttes sociales : destruction du Code du travail et du principe même de sécurité sociale. Régression démocratique avec le retour au sources d'une 5^e République épanouie : l'État fort. Deux régressions, deux fronts inséparables pour gagner une guerre de classe dont les effets sont connus : explosion des inégalités et des discriminations, décomposition politique et sociale, dérégulation climatique et écologique. Nous devons répliquer sur ces deux fronts principaux en les articulant et les déclinant. Pour cela, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvements, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle. Alors... soutenez-nous! Objectif : 300 000€ pour le NPA!

Sylvain Madison

En mouvement

Une AG pour généraliser la résistance dans le travail social

L'assemblée générale Île-de-France du travail social appelée par les EGATS (États généraux alternatifs du travail social – intersyndicale du secteur) s'est réunie à la Bourse du travail de Paris le 19 octobre 2017. Jusqu'à 300 salariéEs et étudiantEs du secteur, syndiqués ou non, ont rempli la salle Croizat, dans une atmosphère dynamique et combative.



© NPA

«Descendre avec les familles dans la rue, plutôt que de les mettre à la rue!»

Un bien sombre constat quant à l'état du secteur a vite laissé place à des interventions revendicatives entrecoupées de slogans, témoignant d'une volonté de relever de la tête et, ensemble, de se mobiliser. Face à l'offensive libérale du gouvernement et du patronat, dont la loi travail XXL

amorce la destruction méthodique de nos acquis sociaux, face à la généralisation des appels à projets et le démantèlement des conventions collectives du secteur social, notre mobilisation devra dépasser nos seules revendications sectorielles. La question de la convergence de nos luttes, sectorielles, souvent isolées et peinant à se rendre visibles, a largement été posée. L'assemblée a voté un appel à la grève et à une manifestation le 20 novembre (journée internationale des droits de l'enfant). Dès la semaine prochaine se réuniront des commissions, constituées lors de l'AG, en vue de préparer cette échéance, notamment en direction des centres de formation.

Eliah Ramant

La version intégrale de l'appel est sur <http://rezo-93.blogspot.fr/>

Cinéma

Bricks, de Quentin Ravelli

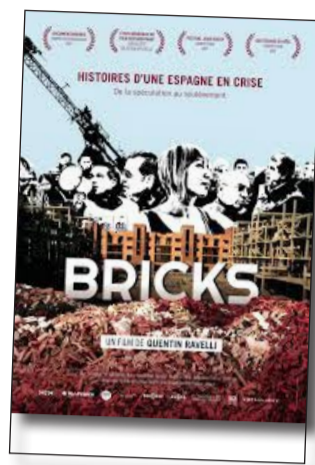
Entretien avec le réalisateur du documentaire *Bricks*, sorti le 18 octobre et diffusé au cinéma *Les 3 Luxembourg*. Une version longue de cet entretien est disponible sur notre site npa2009.org.

Après l'industrie pharmaceutique, pourquoi es-tu passé à la crise immobilière en Espagne ?

Dans les deux cas, ce qui m'intéresse c'est la façon dont on fabrique des marchandises dites « toxiques » ou « à risque » qui sont à l'origine de retournements imprévus. Les antibiotiques, remède miracle, sont désormais la cause du problème médical des bactéries résistantes. Les crédits immobiliers, perçus comme outils de construction d'une société de petits propriétaires, ont suscité une vague mondiale d'expulsions et déclenché la crise de 2008. Dans les deux situations se jouent des processus d'autodestruction du capitalisme souvent abordés d'une manière trop abstraite. J'essaie de suivre comme film rouge l'idée marxiste du fétichisme de la marchandise.

Le film s'articule en trois « volets » : la production de briques, l'action du maire d'une ville à moitié fantôme et la lutte de Blanca au sein de la plateforme des victimes du crédit. Peux-tu nous parler de Blanca ?

Blanca est arrivée en Espagne pendant la bulle immobilière qui faisait tourner l'économie à plein régime. Elle s'est retrouvée étranglée par une dette qu'elle ne pouvait pas rembourser, car la valeur de son appartement, avec l'effondrement des prix en 2008, était largement inférieure à celle de son crédit. Elle a rencontré une association de lutte contre les banques, un mouvement de masse enraciné dans plus de 230 villes et villages, en particulier dans les quartiers ouvriers : la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH). Les succès de la PAH sont tels que sa porte-parole, Ada Colau, a été élue maire de Barcelone en 2015. Mais l'histoire de Blanca, venue d'Équateur, mariée à un ouvrier du bâtiment, n'ayant aucune expérience politique, me semble plus représentative : en quelques mois, elle s'est transformée, est devenue plus combative, participait aux occupations de banques, aux manifestations, aux réunions, jusqu'à obtenir une annulation de dette grâce à la pression populaire. C'est une victoire contre le capital financier, en demi-teinte, car elle a



dû partir de son logement et travailler désormais à Londres comme femme de ménage.

Tu donnes une assez large place au maire de Valdeluz. Il est sympa, veut développer le tourisme, il ne semble pas corrompu... et prend des coups. Mais fait-il autre chose que gérer la crise ?

Le maire est quelqu'un de fascinant, complexe, attachant et irritant à la fois, pris comme les autres dans l'écheveau politico-financier du « ladrillo », la « brique » en espagnol. Je me suis intéressé à lui car je voulais à tout prix éviter le discours facile du « délire collectif » espagnol, de la crise comme irrationalité, voire comme sous-produit de la « culture latine » de la propriété. Suivre le

maire, c'est, au contraire, essayer de comprendre comment la ville fonctionne, qui sont les gens qui y habitent, quelles oppositions, justes ou injustes, on doit affronter dans son cas. C'est aussi un fin connaisseur de l'histoire européenne, de la révolution sociale des années 1930, et cela permettait d'aborder ces dimensions importantes.

À certains moments, on voit les nouvelles maires Ada Colau (Barcelone) et Manuela Carmena (Madrid). Leur élection a-t-elle changé la situation ? L'élection de nouvelles maires à Madrid, Barcelone et Valence, mais aussi dans de nombreux endroits, après des années d'alternance politique, a permis d'arrêter de nombreuses expulsions. Mais, malgré cela, le pouvoir des banques – les expulsions pour dettes, les vies brisées par le poids du surendettement – reste une réalité en Espagne. On voit bien les limites des mairies radicales quand les règles du capitalisme ne changent pas et qu'il y a toujours au pouvoir le même gouvernement conservateur. La législation reste globalement la même, l'enlèvement des luttes guette, et même les militants les plus combattifs peuvent se faire happer par les institutions.

Propos recueillis par Robert Pelletier et Henri Wilno

Lire : *Les Briques rouges. Logement, dettes et luttes sociales en Espagne*, construit en écho au film *Bricks*.

Témoignage

SOS Méditerranée, les naufragés de l'enfer

Digobar Éditions, 128 pages, 15 euros

On en entend beaucoup moins parler dans les médias, et pourtant le drame vécu par des centaines de milliers de migrantEs est toujours bien réel.

La mer Méditerranée reste un lieu de passage très dangereux pour des milliers de personnes qui tentent quand même, au risque de mourir noyés, fuyant de toute façon la guerre, les massacres, la misère ou encore les famines liées au réchauffement climatique.

Témoignages de bénévoles

L'association européenne SOS Méditerranée agit pour sauver ces réfugiés, en intervenant en mer, sur l'*Aquarius*, en coopération avec l'organisation Médecins sans frontières (MSF) présente sur le navire, pour recueillir les naufragés qui naviguent à des dizaines dans des conditions incroyablement précaires, et dont la mort par noyade est quasiment certaine.

Ce livre est un témoignage de l'activité de ces bénévoles. C'est l'une d'entre eux, une infirmière, militante depuis des années dans l'humanitaire, qui raconte comment se déroulent les sauvetages au quotidien, avec les peurs, les difficultés et bien sûr les joies de sauver des centaines de vies. Au fil des pages, nous sommes forcément admiratifs et reconnaissants.

Portraits de migrantEs

Le livre raconte aussi, à partir de témoignages recueillis sur l'*Aquarius*, le parcours des migrantEs depuis leur pays d'origine, très souvent d'Afrique (Mali, Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, etc.), en passant par la Libye avec les camps d'internement, la prison, l'esclavage, la torture, les viols, la



faim... avant de tenter la traversée de la mer Méditerranée pour celles et ceux qui ont survécu aux atrocités durant le périple. Ces témoignages sont terribles et émouvants. L'engagement de SOS Méditerranée ne se limite pas à sauver des réfugiés menacés de mort, il s'agit plus largement de dénoncer et de combattre l'attitude de l'Union européenne qui se refuse à accueillir ces migrantEs, en défendant justement l'accueil pour toutes et tous, pour une solidarité humaine qui doit être un minimum pour répondre en urgence à cette situation dramatique. Un livre à lire et à acheter pour aider l'association qui aide la population.
Philippe Poutou

Bande dessinée

Calypso, de Cosey

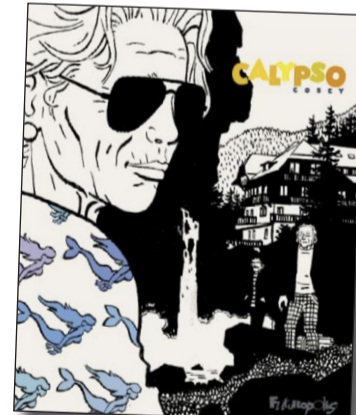
Sur une idée de François Matille, Futuropolis, 102 pages, 20 euros

Grand prix du festival d'Angoulême en ce début d'année 2017 pour l'ensemble de son œuvre, Cosey avait annoncé la finalisation d'un roman graphique en noir et blanc.

Un petit coup de tonnerre dans le monde du 9^e art, qui n'a cessé depuis 40 ans de vanter la palette de couleurs du dessinateur vaudois, que ce soit pour sa série *Jonathan* (aux éditions du Lombard) ou ses somptueux récits graphiques (*Le Voyage en Italie*, *Saigon-Hanoi*, etc.). Toutes les nuances de bleu, des ocres et des jaunes rehaussées par l'utilisation d'un blanc magique donnent la parole aux dessins au point de minimaliser les bulles. Ainsi *Saigon-Hanoi* ne compte pratiquement aucun dialogue. Ce passage au noir et blanc était donc attendu avec impatience. Les fans peuvent être rassurés, la lumière de Cosey éclate aussi en noir et blanc !

Un travail sur le noir et le blanc

Le scénario met en scène un monde d'ouvriers de chantier dans les Alpes suisses autant cassés par les revers de la vie que la dureté et la dangerosité des travaux. Gus et son ami Pepe, après leur journée de labeur, se retrouvent à l'auberge du village. À la télé, on rediffuse *Calypso*, film mythique dans lequel irradie l'actrice Georgia Gould. Quelques réactions machistes des collègues font sortir Gus de ses gonds. Il confesse à Pépé que Georgia Gould n'est autre que sa camarade de collège et son grand amour de jeunesse, il y a plus de 40 ans de cela. Georgia est de retour au pays. Elle vient d'être admise dans la luxueuse et discrète clinique Edelweiss, pour y soigner ses addictions. L'actrice



renoue avec Gus et lui confie que son docteur et gestionnaire de fortune la manipule et l'escroque. Georgia propose alors à Gus et Pepe d'organiser un faux kidnapping avec demande de rançon à la clé. Bien sûr, Georgia n'a pas tout dit et rien ne se passera comme prévu...

La trame sans prétention, quoiqu'un peu naïve, ainsi que les lieux du récit, permettent à Cosey de travailler le noir et le blanc comme des couleurs à part entière en s'affranchissant de « la grande tradition du clair-obscur qui fait que le noir correspond généralement à l'ombre et le blanc à la lumière ». Pour ce faire Cosey ne s'embarrasse pas des contours, il travaille les masses où le blanc peut se dissoudre dans le blanc (l'eau claire d'un lac dans la neige de la montagne) et le noir dans le noir (obscurité de la forêt dans la nuit profonde). En théorie, il s'agit d'un « one shot ». Dommage!
Sylvain Chardon

Essai

Che Guevara, ombres et lumières d'un révolutionnaire, de Samuel Farber

Éditions Syllepse, Paris, 2017, 180 pages, 18 euros

Concis et argumenté, cet ouvrage est bienvenu à l'occasion du 50^e anniversaire de l'assassinat du guérillero révolutionnaire.

En toute solidarité avec le combat de Che Guevara, Samuel Farber, militant d'extrême gauche cubano-américain, fait un retour critique sur la période, l'homme, ses échecs, ses illusions, les mythes parfois persistants, à la lumière de l'expérience de Cuba avec Castro et à l'heure de la mondialisation.

Renversement de la dictature et réformes démocratiques

Farber s'attache à toujours étudier l'action et la pensée de Che Guevara dans son contexte. Il reconstitue ainsi l'itinéraire de ce jeune intellectuel issu de classe moyenne d'un pays relativement développé, l'Argentine, qui se retrouve sur une île, Cuba, dont la bourgeoisie est une des plus faibles et abruties du continent, dans une guérilla exportée par de jeunes citoyens venus d'ailleurs. Une guérilla qui se construit sur la base d'idées nationalistes radicales, avec comme base la paysannerie, en rupture avec la classe ouvrière des villes, même celle qui n'est pas sous l'emprise de la bureaucratie syndicale. Le Che se fait le théoricien de la subordination des militants des villes à ceux de la guérilla pour un objectif démocratique bourgeois : le renversement de la dictature et des réformes démocratiques. Féru de marxisme (contrairement à Fidel Castro mais comme son frère Raúl, sans se dire comme lui « communiste »), Che Guevara n'a jamais pu ni se lier au mouvement ouvrier qui était alors dominé par le stalinisme. Il n'a jamais défendu une politique visant l'appropriation collective des richesses par les travailleurs ni l'idée d'un parti d'émancipation démocratique et révolutionnaire, internationaliste, leur permettant de la penser, la préparer et la mener à bout, d'en être les acteurs.

Après la prise du pouvoir

Aussitôt après la prise du pouvoir, le Che, à la tête de la Banque puis du ministère de l'Industrie de Cuba, y défendra « l'émulation socialiste morale » pour entraîner au travail, comme les staliniens imosaient « l'émulation matérielle » ou stakhanovisme, en s'inscrivant, de fait, dans la théorie du socialisme dans un seul pays encerclé par le géant étatsunien. C'est aussi le sens de sa défense de « l'Homme nouveau », travailleur modèle, ascète et surtout, ne participant à aucune élaboration ni ne contestant aucune décision venue de l'avant-garde dirigeante, du parti unique synonyme des intérêts du prolétariat. Lorsqu'il quitte Cuba pour développer la guérilla en Bolivie, le Che va passer outre la volonté de l'allié soviétique de ne pas déstabiliser le statu quo entre les deux grandes puissances de la guerre froide. S'il s'éloigne ainsi de Castro, il ne rompt pas avec sa conception du pouvoir et du parti unique, ni de la gestion autoritaire de l'économie d'un pays pauvre ayant durement gagné une marge de manœuvre très étroite dans le monde capitaliste. Comme l'illustre l'expérience humaine et politique dramatique du Che rapportée dans ce livre, « si le socialisme, c'est le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, il ne peut être réalisé que s'il s'accompagne de la démocratie la plus entière ».

Mónica Casanova

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Xi Jinping ne bénéficie pas d'une légitimité lui permettant d'asseoir une dictature à vie en Chine »

Quel sens donner au congrès du PCC ?

Xi Jinping est déjà secrétaire général du parti, président de l'État et de la commission militaire centrale (chef des armées). Il veut consolider son pouvoir, déjà considérable, à l'occasion du congrès. Ce que ce dernier illustre cependant, c'est une profonde régression vers ce que l'on peut appeler une « politique aristocratique ». Depuis quelques mois, la presse présente Xi Jinping comme le « noyau du centre du parti », parle de ses « gènes rouges innés », de sa « lignée de sang rouge » (il est le fils d'un cadre historique du PCC, Xi Zhongxun). De la période Mao jusqu'aux années 1980, le PCC a toujours évité de donner l'impression que les enfants des dirigeants fondateurs usaient et abusaient de leurs liens familiaux pour obtenir des privilèges ; même si cela se savait, en règle générale, cela n'apparaissait pas dans la sphère publique. Quand c'était néanmoins le cas, le terme neutre, englobant, de gaoganzidi (« enfants de cadres de haut rang ») était utilisé, certainement pas la formule « lignée de sang rouge » ! Peu après le mouvement démocratique de 1989 et l'implosion de l'URSS, des dirigeants vieillissants du PCC ont conclu que, s'ils voulaient éviter le sort du parti russe, ils devaient transmettre les rênes du pouvoir à leur progéniture. Au même moment, des « enfants de » ont commencé à s'échanger des documents appelant le PC à prendre directement possession des propriétés d'État. Tout cela se faisait en secret. Des outsiders, qui avaient pour la plupart fui à l'Ouest après la répression de 1989, ont utilisé le terme péjoratif de taizidang (princes héritiers). La presse a fini par se référer de façon élogieuse à la hongerdai (« deuxième génération rouge »), une notion restrictive qui pointe la lignée de sang : elle exclut pratiquement tous les cadres dont les parents ne sont pas de vieux cadres dirigeants. En second lieu, s'ils veulent pour la plupart

Entretien. Le 19^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) est en cours et se terminera en fin de semaine. Pour évaluer ses résultats, il faut notamment attendre que les divers organes de directions soient constitués. Pour l'heure, nous avons interviewé **Au Loong Yu**, résident à Hong Kong, auteur de nombreuses études sur la Chine et éditeur du site Borderless Movement.



plus de pouvoir, Xi veut le pouvoir absolu – d'où les tensions. Si Xi est aussi âpre au gain, c'est qu'il est parti d'une position de faiblesse, mais a su profiter des luttes de cliques entre ses prédécesseurs – et a pu envoyer en prison un membre du comité permanent et trois membres du bureau politique qui lui étaient hostiles. Xi est un politicien capable ; mais pour rester au pouvoir au-delà de son terme, si l'on en croit les rumeurs, il doit en permanence neutraliser quiconque le défie, sinon l'aristocratie s'opposera à son autocratie. Il doit évidemment user de la carotte et pas seulement du bâton. Les campagnes anticorruption qu'il lance frappent surtout des bureaucrates d'origine humble, rarement des membres de la « deuxième génération ». Cela ressemble bien à un deal de facto.

Combien de fractions opèrent au sein du PCC ?

Je me demande si le terme de « cliques » n'est pas, ici, plus approprié que « fractions », qu'il s'agisse de la Ligue des Jeunesses communistes liée à Hu Jintao et ou de la fraction de Shanghai de Jiang Zemin. L'ancien Premier ministre Wen Jiabao (d'origine populaire) n'apprécie quant à lui guère la politique de la « lignée rouge sang » et a parlé des « droits humains universels ». De façon générale, la fracture au sein de la bureaucratie avec les cadres d'origine modeste apparaît plus nettement ; beaucoup d'entre elles et eux sont issus de la Ligue des Jeunesses communistes (ce fut le cas d'Hu Jintao), conçue

comme une école de cadres. Xi s'est attaqué à elle, réduisant son budget...

Comment tout cela peut-il affecter l'avenir du PCC ?

Même si Xi réussit à prolonger son pouvoir au-delà des dix ans usuels, il fera face à un problème insoluble. La bureaucratie pille une part toujours plus grande de la richesse produite dans le pays, dont le développement dépend en conséquence de l'endettement. Cela débouchera sur une crise. Or, Xi ne bénéficie pas d'une légitimité lui permettant d'asseoir une dictature à vie en Chine. Xi ne peut pas devenir un empereur, moins la couronne. Il n'y aura pas de paix éternelle au sein du PCC ; même un éventuel compromis ne sera que passager. Il n'existe pas de mécanisme éprouvé de transmission du pouvoir assurant une stabilité durable. Le parti prône la modernisation, mais la bureaucratie reste empreinte de culture médiévale et stalinienne. Des pratiques modernes ont certes été importées, il ne faut pas l'ignorer, mais elles semblent avoir été intégrées aux pratiques anciennes, sans les remplacer. Une tendance que Xi renforce. La question de la succession ouvrira la possibilité d'une crise – et la crise de régime pourra exploser ailleurs. La population chinoise se transforme rapidement, s'urbanisant et se modernisant bien plus que les sommets bureaucratiques. Le conflit entre la Chine d'avant et la Chine de demain rebondira dans la période à venir.

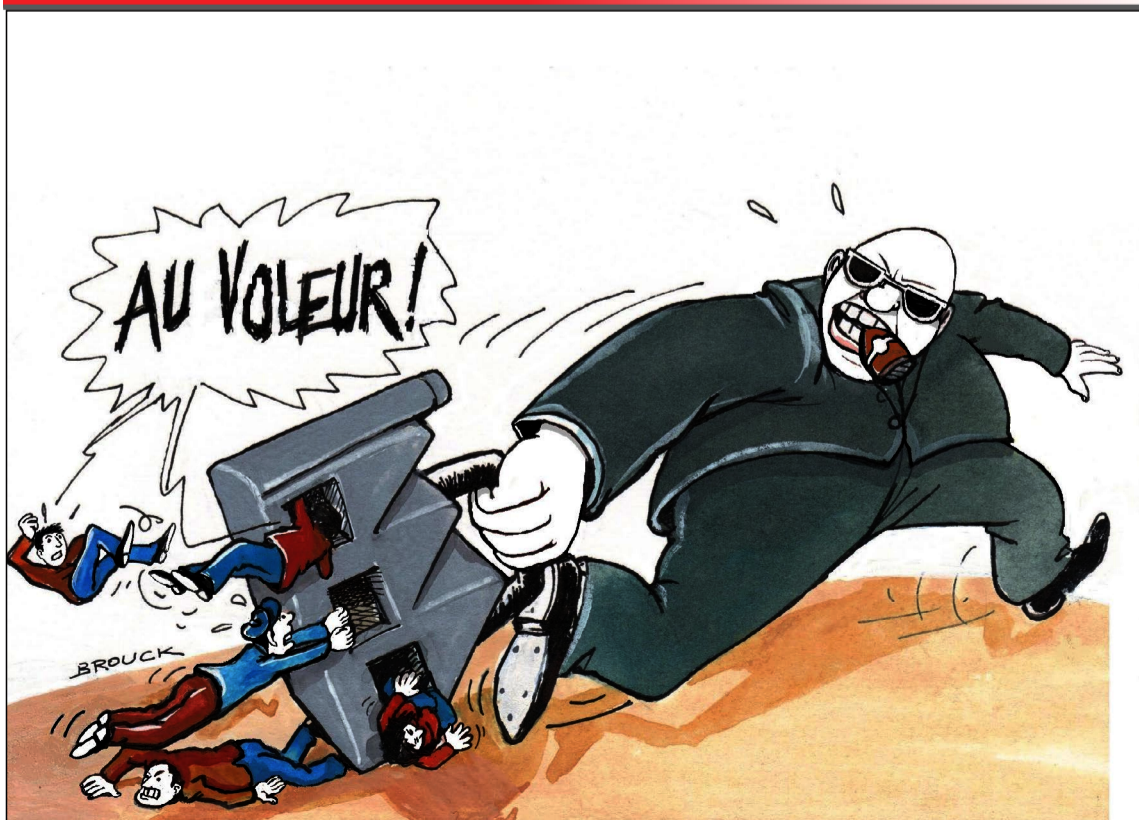
Propos recueillis par Pierre Rousset

du principe de « direction collégiale », de la « démocratie comme une valeur universelle », de « faire profil bas » en matière de politique étrangère. Le changement de langage officiel exprime une rupture de ligne. Xi proclame l'ascendance de la « deuxième génération rouge » et son mépris de la démocratie « à l'occidentale » ou de la « direction collective ». C'est une régression radicale vers l'aristocratie [noblesse].

Cependant, la chute de Bo Xilai ne montre-t-elle pas que cette génération est traversée de violents conflits ?

Certes. Nous sommes arrivés à un point intéressant de cette régression. Les luttes politiques en cours se déploient à deux niveaux. En premier lieu, la « deuxième génération rouge » cherche à voler encore plus de pouvoir aux bureaucrates dont les parents ne sont pas de vieux cadres dirigeants. En second lieu, s'ils veulent pour la plupart

L'image de la semaine



Vu ailleurs



BRÉSIL : TEMER AIME LES ESCLAVAGISTES. C'est la

dernière mesure du gouvernement intérimaire brésilien de Michel Temer. Le 16 octobre, il a modifié, sans concertation préalable et sans aucun vote, la définition juridique du travail esclave. Selon le nouveau texte, il faudra désormais que les travailleurs exploités soient empêchés d'aller et venir librement, en cas de menaces physiques ou d'isolement extrême par exemple, pour qu'une situation de travail esclave puisse être caractérisée. Des conditions de travail particulièrement dégradantes ne seront plus suffisantes comme critère de qualification.

Le Brésil avait mis en place au tout début des années 2000 un plan national d'éradication du travail esclave, avec notamment la publication annuelle d'une liste d'employeurs pris en flagrant délit de surexploitation sévère de travailleurs. La plupart des cas de travail esclave constatés depuis au Brésil le sont dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Mais des grandes entreprises internationales sont aussi concernées. Des cas de travail esclave avaient été constatés dans des usines de la chaîne de prêt-à-porter du groupe espagnol Zara et sur le chantier du barrage hydroélectrique de Jirau, en Amazonie, un projet de l'entreprise française Engie.

Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du travail (OIT), 25 millions de personnes sont victimes de travail forcé dans le monde, dont 16 millions dans le secteur privé, comme le travail domestique, la construction ou l'agriculture – 4,8 millions sont victimes d'exploitation sexuelle et 4 millions astreintes à des travaux forcés imposés par les autorités publiques. Le recul du gouvernement brésilien dans la lutte contre le travail esclave est totalement contradictoire avec les préconisations de l'OIT pour lutter contre ce phénomène d'exploitation massif.

Selon l'OIT, le travail forcé se caractérise en effet par plusieurs indicateurs, au-delà de la seule restriction à la liberté de mouvement des travailleurs : confiscation des salaires ou des documents d'identité, violences physiques ou sexuelles, menaces ou intimidation, dette imposée de manière frauduleuse...

Rachel Knaebel, « Le Brésil réautorise en partie le travail forcé », Bastamag, 19 octobre 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org